CAHIER DE CHARGES DE LA SALVE

N°105 : DÉPLOIEMENT D'UNE LANGUE UNIQUE AU CAMEROUN

Juillet **2026**

www.kanuthinktank.africa

1.1 Contexte et enjeux

La diversité linguistique de l'Afrique est une richesse de civilisation : elle n'est pas le problème, et aucune ligne de ce document ne la traite comme telle. Ce qui pose problème n'est pas la diversité, mais son organisation politique héritée — une mosaïque de centaines de langues que la colonisation a recouverte de langues exogènes officielles, sans jamais doter les sociétés africaines d'un véhicule commun endogène. Cet exposé établit, preuves à l'appui, les coûts mesurables de cette fragmentation non organisée, puis montre pourquoi une langue endogène commune en constitue la réponse souveraine. Le raisonnement vaut pour le continent ; le Cameroun, traité au §1.2, en sera le cas-exemple.

1.1.1 Le paysage linguistique africain : une diversité sans équivalent

L'Afrique abrite environ le tiers des langues vivantes du monde. Le continent compte plus de 2 000 langues distinctes, soit un tiers du total mondial, là où l'Europe en compte environ 300, et 20 des 25 pays les plus divers linguistiquement y sont situés. Les décomptes varient fortement — non par imprécision, mais parce que la frontière entre langue et dialecte est elle-même un objet de décision linguistique : sur un continuum dialectal, le critère d'intercompréhension mutuelle ne tranche pas toujours, et le découpage dépend autant de l'identité des locuteurs que de la structure des parlers. Selon la délimitation retenue entre langue et dialecte, l'estimation oscille entre 1 250 et 2 100 langues, et dépasse 3 000 selon certains comptages, le Nigéria à lui seul en comptant plus de 500.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Languages_of_Africa — https://www.tomedes.com/translator-hub/most-linguistically-diverse-africa.php

Cette diversité se répartit sur quatre grands phylums :

1. nigéro-congolais (de loin le plus vaste, incluant les langues bantoues),
2. nilo-saharien,
3. afro-asiatique
4. et khoïsan — auxquels s'ajoute le malgache, d'origine austronésienne.

Elle est aussi typologiquement profonde : une large part des langues africaines présentent des traits phonologiques rares à l'échelle mondiale — **consonnes éjectives, implosives, battantes labio-dentales** — et la tonalité y est très répandue.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Languages_of_Africa — https://www.globalizationpartners.com/2025/02/21/african-languages-diversity-classification-challenges/

Deux propriétés de cette distribution commandent toute la suite. D'abord, la concentration : un petit nombre de langues — de l'ordre de 75 — dépasse le million de locuteurs, parmi plus de 2 000 langues au total. Une longue traîne de centaines d'autres ne réunit que quelques milliers de locuteurs chacune ; à l'échelle mondiale, 94 % de la population parle 6 % des langues. Ensuite, l'absence quasi générale de véhiculaire national unique dans la plupart des États : la diversité n'y est pas coiffée par une langue partagée, ce qui distingue radicalement l'Afrique des aires où une lingua franca s'est imposée.

Sources : https://arxiv.org/pdf/2302.08956 — https://education.nationalgeographic.org/resource/language-diversity-index-map/

1.1.1.1 Le coût éducatif : apprendre dans une langue que l'on ne parle pas

Le premier coût est scolaire, et il est massif. En Afrique, au plus un enfant sur cinq est enseigné dans sa langue maternelle. À l'échelle mondiale, 40 % de la population n'a pas accès à l'éducation dans une langue qu'elle parle et comprend couramment ; dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, cette proportion atteint 90 %, et plus d'un quart de milliard d'apprenants sont concernés. **En Afrique subsaharienne, la part des enfants enseignés dans une langue qu'ils ne parlent pas à la maison dépasse 90 %.**

Sources : https://www.unesco.org/en/articles/new-unesco-report-calls-multilingual-education-unlock-learning-and-inclusion — https://theirworld.org/news/why-teaching-in-mother-tongue-could-help-500m-children/

L'effet sur les apprentissages est démontré, non supposé. En Afrique, un enfant instruit dans une langue familière a environ 30 % de chances supplémentaires de lire avec compréhension à la fin du primaire, comparé à un enfant scolarisé dans une langue qu'il ne maîtrise pas. Le mécanisme est connu de la recherche en éducation bilingue : **enseigner simultanément un contenu nouveau et la langue inconnue qui le véhicule sature la charge cognitive et empêche le transfert des acquis** ; au moins six années d'instruction en langue maternelle sont nécessaires pour que les gains des premières années se maintiennent. Une langue endogène commune, que les enfants parlent réellement, lèverait la plus grande barrière à l'apprentissage du continent.

Sources : https://www.unesco.org/gem-report/en/articles/40-dont-access-education-language-they-understand

1.1.1.2 Le coût économique : la fragmentation comme barrière aux échanges

Le deuxième coût est commercial. La littérature économique fondée sur le modèle de gravité du commerce international est convergente : une langue commune accroît directement les flux d'échanges bilatéraux. Une méta-analyse portant sur 701 estimations issues de 81 articles établit qu'une langue commune accroît en moyenne les flux commerciaux d'environ 44 %, les travaux de référence de Frankel-Rose et de Melitz situant la semi-élasticité autour de 0,5.

Sources : https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0165176512000584

Or l'Afrique commerce peu avec elle-même. Le commerce intra-africain représente environ 15 % du commerce total du continent, contre près de 60 % en Asie et 70 % en Europe ; les barrières non tarifaires y équivalent à un droit de douane d'environ 18 %, et la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine) réunit un marché de 1,4 milliard d'habitants et un PIB combiné de l'ordre de 3 400 milliards USD. La fragmentation linguistique est l'une de ces frictions — rarement quantifiée, jamais traitée frontalement.

Sources : https://www.brookings.edu/articles/the-future-of-african-trade-in-the-afcfta-era/ — https://mo.ibrahim.foundation/news/2023/african-continental-free-trade-area-afcfta-intra-continental-trade-still-lowest-globally

À l'échelle macroéconomique, une littérature ouverte par l'étude d'Easterly et Levine sur la « tragédie de la croissance » africaine associe la fractionnalisation ethnolinguistique à de moindres performances. Les pays ethniquement les plus diversifiés y connaîtraient une croissance inférieure

de près de 2 points par an aux États homogènes, ce qui expliquerait une partie de la « tragédie de la croissance » africaine. Cette association doit toutefois être maniée avec prudence : l'effet négatif s'atténue fortement lorsqu'on contrôle la qualité de la gouvernance et la fourniture de biens publics, le mécanisme invoqué étant que la fractionnalisation rend les consensus difficiles à bâtir. La causalité reste contestée : ce n'est pas la diversité qui appauvrit, mais la difficulté à produire des biens communs dans une société dépourvue de langue partagée. La leçon n'est donc pas « moins de langues, plus de croissance », mais « une langue partagée abaisse les coûts de coordination que la fragmentation élève ».

Sources : http://www.columbia.edu/~aw2951/WimmerCPSFinal.pdf — https://growthecon.com/feed/2016/11/15/Ethnic.html

1.1.1.3 Le coût cognitif et numérique : l'exclusion du savoir et de l'intelligence artificielle

Le troisième coût est celui de l'accès au savoir, et il s'aggrave avec la révolution numérique. Dans la quasi-totalité des États africains, l'éducation, la gouvernance et la technologie fonctionnent dans une langue coloniale, ce qui marginalise la majorité de la population qui ne la maîtrise pas ; lors de la pandémie, l'information sanitaire critique au Kenya fut diffusée surtout en anglais et en swahili, excluant les locuteurs des langues indigènes en zone rurale.

Cette exclusion devient structurelle à l'ère de l'intelligence artificielle. La quasi-totalité des langues africaines sont « à faibles ressources » numériques : les grands corpus d'entraînement des modèles, comme Common Crawl ou Wikipédia, sont dominés par les langues européennes. **Une étude de référence estime que 88 % des langues africaines sont gravement sous-représentées ou totalement ignorées en linguistique computationnelle, avec une sous-représentation de la recherche de l'ordre de 20 à 70 fois par rapport aux grandes langues mondiales**. Sans véhicule endogène doté de ressources, les populations africaines accèdent à l'économie numérique par procuration, dans la langue d'autrui.

Sources : https://arxiv.org/pdf/2501.11003 — https://arxiv.org/html/2510.05644v1

1.1.1.4 Le coût de souveraineté, de cohésion et de patrimoine

Le quatrième coût touche à la souveraineté. Faire fonctionner l'État dans une langue exogène, c'est déléguer à l'ancienne puissance le format même de la pensée administrative, juridique et scientifique — ce que la sociolinguistique a nommé, à la suite de Louis-Jean Calvet (Linguistique et colonialisme : petit traité de glottophagie, 1974), **la glottophagie : l'absorption des langues dominées par la langue dominante**. Sur le plan démocratique, légiférer et gouverner dans une langue que la majorité ne maîtrise pas restreint mécaniquement la participation citoyenne et la reddition de comptes.

Enfin, l'inaction n'est pas neutre, car la diversité elle-même s'érode. Environ 44 % des langues du monde sont aujourd'hui menacées, et l'Afrique compte plusieurs centaines de langues en péril, dont quelque 428 directement à risque selon Ethnologue. Un décompte récent dénombre environ 814 langues africaines en danger, dont 75 pour le seul Cameroun. La pression des langues officielles exogènes accélère cette disparition : ne rien organiser revient à laisser le patrimoine linguistique se déliter sous la dépendance, sans rien bâtir de partagé à la place.

Sources : https://www.trtafrika.com/english/article/f7df80c68689 — https://arxiv.org/html/2510.05644v1

1.1.2 La réponse endogène et mutualisée : un mouvement déjà engagé

Ces coûts — éducatif, économique, cognitif et numérique, de souveraineté et de patrimoine — convergent vers un même motif : doter les sociétés africaines d'une langue commune endogène, qui fasse le travail d'intégration aujourd'hui assuré, mal et dans la dépendance, par les langues coloniales. L'objectif n'est pas de réduire la diversité, mais de la coiffer d'un véhicule partagé qui n'appartienne à aucune puissance extérieure.

Ce mouvement n'est pas une hypothèse d'école : il est déjà engagé au plus haut niveau continental. L'Union Africaine s'est dotée d'une **Académie Africaine des Langues (ACALAN)**, institution spécialisée mandatée pour développer et promouvoir les langues africaines, structurée notamment en commissions de langues véhiculaires transfrontalières et engagée dans un Atlas linguistique de l'Afrique, le tout au service de l'Agenda 2063.

L'UA a décidé de promouvoir le kiswahili comme lingua franca panafricaine, catalyseur de l'Agenda 2063. L'Acte constitutif de l'UA (article 11) prévoit explicitement l'adjonction de « toute autre langue africaine » à ses langues officielles. Des travaux récents proposent même un cadre

d'adoption du kiswahili comme langue panafricaine du commerce sur 25 ans, aligné sur l'Agenda 2063.

Sources : https://au.int/en/african-academy-languages-acalan — https://chimpreports.com/african-union-supports-eac-to-promote-swahili-language/ — https://insights.aib.world/article/136476-from-thousands-of-african-languages-to-a-pan-african-language-for-the-african-continental-free-trade-area-a-framework-promoting-kiswahili-as-common-l

La limite de cette voie dominante — l'élévation d'une véhiculaire existante comme le swahili — est qu'elle suppose une langue déjà répandue. Elle fonctionne en Afrique de l'Est, où le swahili est solidement implanté ; elle perd sa force partout où aucune langue ne domine, et y réintroduit la question « *la langue de qui ?* ». C'est ce vide que l'AFSS entend combler par une approche mutualisée : pour les États dépourvus de véhiculaire dominant, étudier une voie endogène de synthèse — une langue construite à partir des langues existantes, n'appartenant en propre à personne — et en faire un gabarit transposable d'un bloc régional à l'autre. Le Cameroun, cas le plus difficile du continent, en est le banc d'essai.

Une précision de méthode clôt cet exposé. La diversité linguistique n'est pas tenue pour une pathologie, et la thèse déterministe selon laquelle « la diversité cause le sous-développement » est explicitement rejetée dans sa forme forte : les données ci-dessus établissent des coûts de coordination et des corrélations contestées, non une fatalité. Ce que l'AFSS vise à corriger n'est pas la pluralité des langues, mais la fragmentation non organisée et la dépendance aux langues exogènes. L'horizon est une langue seconde commune et partagée, jamais l'effacement des langues maternelles.

1.1.3 Le Cameroun comme cas-exemple transposable

Le Cameroun n'est pas retenu malgré sa difficulté, mais à cause d'elle. C'est le cas le plus défavorable du continent à une langue commune ; une méthode qui tient ici se transpose partout ailleurs, jamais l'inverse. Cinq propriétés en font ce banc d'essai — et chacune porte une faiblesse, énoncée sans complaisance et reprise en clôture comme orientation stratégique.

1.1.3.1 Densité et hétérogénéité : « l'Afrique en miniature » au sens strict

La formule n'est pas un slogan touristique mais une description typologique. Sur un seul territoire convergent trois des grands phylums du continent : nigéro-congolais (branches bantoue, bantoïde,

adamawa), afro-asiatique (rameau tchadique au nord) et nilo-saharien, auxquels s'ajoutent des langues oubanguiennes. Le pays compte au moins 250 langues, certaines sources jusqu'à plus de 600, dont 55 afro-asiatiques, 2 nilo-sahariennes, 4 oubanguiennes et 169 nigéro-congolaises — ces dernières incluant le fulfulde (sénégambien), 28 langues adamawa et 142 bénoué-congolaises, dont 130 bantoues. En indice de diversité culturelle, le Cameroun figure parmi les nations les plus diverses du monde, avec un score de l'ordre de 0,84. Le décompte exact varie fortement selon les sources et selon la frontière retenue entre langue et dialecte : de l'ordre de 230 à 300 langues dans les inventaires courants, un comptage extrême atteignant plus de 600 — fourchette tenue ici pour une estimation.

Sources : https://wikiland.org/fr/Languages_of_Africa — https://www.statista.com/statistics/1280625/number-of-living-languages-in-africa-by-country/

Le point décisif n'est pas le nombre, mais la nature de cette diversité : les langues du pays ne sont pas des variantes d'une même langue, mais des langues issues de familles phylogénétiquement distinctes. C'est une différence de structure, non de degré — et elle commande directement la faisabilité d'une synthèse, traitée plus bas.

1.1.3.2 Le berceau bantou : profondeur historique et sa juste mesure

Le Cameroun occupe une position singulière dans l'histoire linguistique du continent. La région des Grassfields, au nord-ouest du pays, est tenue par les linguistes pour le berceau probable des langues bantoues — groupe parlé aujourd'hui par plus d'un tiers des Africains —, le consensus situant l'origine de ce groupe en Afrique centrale occidentale avant sa diffusion vers le sud du continent il y a quelque 4 000 ans. Le site de **Shum Laka**, dans ces Grassfields, est l'un des plus anciens témoins archéologiques de cette aire d'origine.

Source : https://oxfordre.com/africanhistory/display/10.1093/acrefore/9780190277734.001.0001/acrefore-9780190277734-e-191

Cette profondeur doit toutefois être mesurée avec exactitude, sous peine d'être scientifiquement contestable. L'ADN ancien de quatre enfants inhumés à Shum Laka il y a environ 8 000 et 3 000 ans révèle une ascendance très différente de celle de la plupart des bantophones actuels : ces individus se rattachent surtout à une lignée jusqu'alors inconnue, apparentée de loin aux Ouest-

Africains, et à des chasseurs-cueilleurs d'Afrique centrale, ce qui implique que ni les populations de l'ouest camerounais ni les bantophones du continent ne descendent substantiellement de cette population. Autrement dit, le « berceau » est un fait de l'histoire des langues, robuste sur le plan linguistique et archéologique, mais non une continuité génétique des peuples : les Camerounais d'aujourd'hui ne sont pas les proto-Bantous de Shum Laka. La portée de l'argument est donc symbolique et civilisationnelle — légitimité à accueillir un projet de langue endogène — non technique : il ne facilite en rien la construction elle-même.

Sources : https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC8386425/ — https://www.slu.edu/news/2020/january/nature-ancient-dna.php

1.1.3.3 Un empilement de migrations : pourquoi aucune langue ne domine

La mosaïque actuelle est le produit d'une stratification de peuplements. Au socle bantou et bantoïde du sud et de l'ouest se sont ajoutés, au nord, les langues tchadiques de l'aire du lac Tchad, puis, récemment à l'échelle de cette histoire, une surcouche peule. À partir de 1809, sous l'autorité d'Usman dan Fodio, Modibbo Adama mena un djihad dans le Fombina — « les terres du sud » — et y fonda l'émirat de l'Adamawa, l'un des plus vastes du califat de Sokoto, couvrant le nord du Cameroun ; les Peuls devinrent dès lors le groupe prééminent du Nord-Cameroun et y répandirent l'islam. Contrairement au reste du califat de Sokoto, où le haoussa s'imposa, c'est le fulfulde qui devint la lingua franca de la région, quoique diverses langues « kirdi » aient subsisté dans certaines zones.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Modibo_Adama — https://www.webpulaaku.site/leyDe/adamawa/index.html

Il faut le souligner : la principale véhiculaire du nord, le fulfulde, ne s'est imposée que par conquête et islamisation au XIXe siècle, par-dessus des langues autochtones persistantes — elle n'a pas la profondeur autochtone du socle bantou méridional. De cette stratification résulte la singularité décisive du pays : à la différence de la plupart des pays africains, le Cameroun n'a aucune langue nationale dominante ou commune. Les véhiculaires existent mais demeurent régionales — le fulfulde au nord, le béti et le bassa au centre-sud, le boulou et le pidgin sur le littoral et à l'ouest,

l'ewondo autour de Yaoundé, le douala sur la côte — là où le swahili, le wolof ou le lingala couvrent, ailleurs, des espaces nationaux entiers.

Sources : https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/tribes/languages.php — https://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/cameroun.htm

1.1.3.4 La double surcouche coloniale et la question anglophone (contrainte vive)

À la mosaïque endogène s'ajoute une fracture coloniale toujours active. L'Allemagne constitua la colonie du « Kamerun » en 1884. Après la Première Guerre mondiale, le territoire fut partagé — environ quatre cinquièmes à la France, deux portions au Royaume-Uni administrées comme des appendices du Nigéria —, division ratifiée par la Société des Nations puis l'ONU. Le Cameroun français accéda à l'indépendance le 1er janvier 1960 ; lors du plébiscite onusien du 11 février 1961, le Cameroun septentrional choisit le rattachement au Nigéria et le Cameroun méridional la réunion avec le Cameroun, l'option de l'indépendance n'ayant pas été soumise au vote. La conférence de Foumban de juillet 1961 ne produisit aucun accord écrit, et les représentants anglophones, qui croyaient bâtir un fédéralisme égalitaire garantissant une large autonomie, en gardèrent le sentiment d'avoir été trompés ; depuis 1961, unification et centralisation furent les dogmes des régimes successifs.

Sources : https://refugees.org/timeline-cameroon-the-anglophone-crisis/ — https://www.crisisgroup.org/rpt/africa/cameroon/250-cameroons-anglophone-crisis-crossroads

Cette histoire débouche sur une contrainte politique majeure. La crise anglophone, née en 2016 de revendications juridiques et scolaires, a dégénéré en conflit sécessionniste, les anglophones constituant environ 14 % de la population. Ce conflit, dont l'épicentre est dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, procède d'abord d'une division linguistique enracinée dans l'héritage des deux langues officielles. Toute réforme linguistique pilotée par l'État, si elle était perçue comme une imposition francophone, serait reçue comme un acte d'assimilation supplémentaire et risquerait d'attiser cette fracture. C'est la faiblesse politique centrale du cas camerounais.

Sources : https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC8784587/ — https://arxiv.org/pdf/2306.13070

1.1.3.5 Un précédent endogène avéré : Njoya, l'écriture bamoun et le shümom

Un trait, souvent ignoré, rend le Cameroun particulièrement légitime pour ce projet : **il possède un précédent autochtone de création linguistique délibérée, le plus pertinent qui soit**. Vers 1895, le souverain bamoun Ibrahim Njoya et son cercle de palais conçurent une écriture originale pour leur langue : d'abord aide mnémotechnique pictographique de 500 à 600 caractères, elle fut révisée six fois pour devenir, vers 1910, un syllabaire d'environ 80 signes dit « A-ka-u-ku », puis fut dotée en 1918 de caractères de cuivre fondus pour l'imprimerie. Plus décisif encore pour notre objet : Njoya inventa aussi, vers 1913, une langue de cour artificielle, le shümom, distincte de l'écriture, souvent confondue avec elle par les observateurs extérieurs. Cette langue construite est aujourd'hui parlée comme langue seconde par de nombreuses personnes et enseignée à la radio dans le royaume bamoun.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Bamum_script — https://shs.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2015-1-page-45?lang=en

Le Cameroun a donc, il y a plus d'un siècle, produit endogènement une glottogenèse : non seulement une écriture, mais une langue construite qui survit. À cela s'ajoute un outil de standardisation moderne **: l'Alphabet Général des Langues Camerounaises (AGLC), élaboré à la fin des années 1970 comme système orthographique pour l'ensemble des langues du pays**. Mais le précédent porte aussi sa leçon d'humilité : les colons français détruisirent les écoles de Njoya et interdirent l'enseignement de son écriture, qui déclina rapidement et frôle aujourd'hui l'extinction. La capacité endogène est donc avérée, mais sa durabilité dépend d'un adossement institutionnel constant.

Sources : https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/tribes/languages.php — https://en.m.wikipedia.org/wiki/Bamum_people

1.1.3.6 Faiblesses assumées et orientations stratégiques

Les six propriétés ci-dessus font du Cameroun le cas-exemple le plus exigeant et le plus instructif. Leurs faiblesses ne sont pas dissimulées ; elles sont assumées et converties en orientations.

1. O1 — Le berceau bantou est un argument de légitimité symbolique, non une prémisse technique de faisabilité. L'ADN ancien interdit d'en tirer une continuité de peuplement.

L'argument sera employé pour fonder la légitimité du projet, jamais pour suggérer que la synthèse en serait facilitée.

2. O2 — Les précédents de synthèse cités dans le cadre méthodologique (rumantsch grischun, euskara batua, nynorsk, shona unifié) unifient tous des variétés d'une seule langue ou d'un cluster étroitement apparenté ; aucun ne synthétise à travers des phylums distincts. Or les langues sources camerounaises relèvent de familles différentes, aux structures incompatibles (classes nominales bantoues et tonalité, système nominal du fulfulde, tendance analytique et détonalisée du pidgin). La part koinéisante de la méthode n'est rigoureusement valide que sur un sous-ensemble structurellement cohérent ; au-delà, le projet glisse vers la construction a priori, avec sa faiblesse propre — l'absence de transmission native. Orientation : la sélection du périmètre (L3) devra vraisemblablement retenir un noyau cohérent plutôt que de prétendre embrasser tous les phylums ; la « synthèse pan-camerounaise » est une aspiration, non l'hypothèse de travail.
3. O3 — L'absence de langue dominante est d'abord un obstacle — point de départ à base nulle, sans locuteurs ni prestige ni corpus préexistants — avant d'être l'atout (langue sans propriétaire) mis en avant. L'atout n'est réel que si la fabrication est perçue comme équitable ; à défaut, seul l'obstacle subsiste.
4. O4 — La crise anglophone fait de la neutralité et de la gouvernance une précondition, non un volet secondaire. Le projet est réaliste seulement comme entreprise plurigénérationnelle, fondée sur le consentement, et possiblement impossible à brève échéance ; il sera présenté comme tel, sans triomphalisme.
5. O5 — Les données quantitatives (nombre de langues, locuteurs, classification) sont contestées et partiellement datées. Elles sont ici des estimations.
6. O6 — Le précédent Njoya prouve la capacité endogène, non sa durabilité : l'écriture bamoun a failli disparaître sous la pression coloniale. La durabilité est donc un problème institutionnel à résoudre, pas une propriété acquise.

1.1.4 La voie retenue : la glottogenèse par synthèse, et les quatre voies écartées

L'objet de l'étude n'est pas une langue commune parmi d'autres : c'est une langue unique, appelée à terme à être partagée par tous. Avant de spécifier les travaux, il faut nommer la voie retenue pour y parvenir et justifier l'écart avec les quatre alternatives historiquement disponibles.

La première voie écartée est l'élévation d'une véhiculaire existante, sur le modèle du swahili ou de l'indonésien. Elle suppose une langue déjà dominante que l'on promeut au rang national. Le

Cameroun n'a pas ce point d'appui ; et élever l'une de ses grandes langues — fulfulde, ewondo, douala — reviendrait à conférer à une ethnie ou à une région une primauté que les autres refuseraient. La voie qui a réussi ailleurs est ici une source de conflit.

La deuxième voie écartée est l'adoption assumée du français ou de l'anglais comme unique langue commune. Outre qu'elle perpétue la dépendance intellectuelle que l'AFSS combat, elle ne résout pas la fracture interne : ***consacrer l'une des deux langues coloniales contre l'autre raviverait précisément la fracture anglophone***.

La troisième voie écartée est la résurrection d'une langue éteinte, sur le modèle de l'hébreu moderne. Aucune langue camerounaise disparue ne fait consensus comme patrimoine fédérateur ; et le précédent hébreu reposait sur une conjonction rare — ferveur idéologique, immersion et démographie — dont les conditions ne sont pas réunies.

La quatrième voie écartée, comme solution exclusive, est l'émergence spontanée « par le bas », celle que dessinent déjà le camfranglais et le pidgin camerounais chez les jeunes urbains. Elle a la vitalité, mais ni la norme, ni la codification, ni l'extension aux domaines savants — droit, sciences, numérique. Elle est écartée comme solution autonome, mais retenue comme appui : la construction « par le haut » devra s'adosser à ces dynamiques de contact réelles plutôt que de les ignorer.

La voie retenue est donc la plus ambitieuse : ***une glottogenèse volontaire — la création délibérée d'une langue nouvelle — par synthèse raisonnée des langues existantes, à dominante koinéisante (fusion de variétés apparentées), ouverte à la néologie a priori (formes inventées) pour la terminologie moderne***. Son avantage cardinal est précisément qu'une langue construite n'appartient en propre à personne : faute de propriétaire, elle peut désamorcer les rivalités que toute promotion d'une langue existante attiserait — à la condition expresse que sa fabrication soit perçue comme équitable.

Cette voie a des précédents, et c'est ce qui la distingue de la spéculation. Des précédents qui encouragent — le rumantsch grischun suisse, l'euskara batua basque, le shona unifié, le nynorsk norvégien — et des précédents qui avertissent : la katharévousa grecque, langue épurée imposée d'en haut puis rejetée, et l'espéranto, prouesse sans transmission native. Ces cas ne sont pas des modèles à copier, mais des objets d'étude dont les leçons seront mobilisées tout au long des travaux.

Enfin, la méthode nomme franchement le coût de cette ambition : une langue appelée à être partagée par tous peut, à terme, fragiliser les langues qu'elle synthétise. Cette glottophagie possible est traitée comme un coût réel à peser, jamais comme un progrès — l'une des lignes rouges éthiques que les principes directeurs et la cartographie des risques devront tenir.

1.2 Objet et objectifs de l'étude

La présente partie circonscrit l'objet de l'étude, énonce ses finalités et ses objectifs, formule les questions de recherche qui la structurent, fixe ses critères de réussite et son horizon, puis délimite sa posture épistémique et ses bornes. Chaque notion technique est rapportée à la littérature scientifique de la planification linguistique et de la linguistique du contact.

1.2.1 Objet de l'étude

1.2.1.1 Définition de l'objet

L'étude porte sur la création délibérée d'une langue unique commune pour le Cameroun, obtenue par synthèse raisonnée de langues camerounaises existantes. Cette opération relève de la glottogenèse — la formation d'une langue nouvelle — dans sa variante volontaire et planifiée, par opposition à l'émergence spontanée d'un parler. Elle combine deux procédés que la linguistique distingue nettement. Le premier est la koinéisation : un mélange de variétés suivi de nivellement et de simplification, d'où résulte, par accommodation des locuteurs, une variété de compromis. Le second, marginal et réservé à la terminologie moderne, est la construction a priori : la fabrication de formes nouvelles qui ne sont prélevées sur aucune langue source.

Sources : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781118335598.ch24 · https://en.wikipedia.org/wiki/Constructed_language

Sur le plan technique, la koinéisation, telle que la définit la sociolinguistique du contact, opère entre variétés mutuellement intelligibles d'une même aire linguistique : c'est de cette intercompréhension de départ que naît la variété commune, par mélange, nivellement, simplification et réaffectation des traits. Ce présupposé n'est pas un détail terminologique ; il fixe d'emblée une borne scientifique à l'objet, explicitée plus bas.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Koin%C3%A9_language

1.2.1.2 Désambiguïsation : cinq acceptions de « langue unique »

L'expression « langue unique » recouvre cinq notions que l'étude tient rigoureusement distinctes, faute de quoi l'objet se brouille. La distinction s'appuie sur l'appareil classique de la planification linguistique, qui sépare l'aménagement du statut — la fonction sociale assignée à une langue — de l'aménagement du corpus — la forme de la langue elle-même —, distinction introduite par Heinz Kloss en 1969 et aujourd'hui canonique.

Sources : https://www.sciencedirect.com/topics/social-sciences/language-planning · https://www.oxfordbibliographies.com/display/document/obo-9780199772810/obo-9780199772810-0273.xml

Notion	Définition de travail	Aménagement concerné
Langue officielle	Langue de l'État, de l'administration et de la justice ; statut juridique.	Statut
Langue véhiculaire (lingua franca)	Langue de contact entre locuteurs de langues premières différentes.	Statut (fonction)
Langue nationale	Statut symbolique conféré par l'État ; catégorie juridique, non linguistique.	Statut (symbolique)
Langue maternelle / vernaculaire	Première langue, acquise et transmise en famille.	Langue première
Langue unique	Une seule langue partagée par tous — ici, à créer.	Statut + corpus + acquisition

Tableau 1 — Cinq acceptions de « langue unique » et l'aménagement linguistique correspondant.

L'objet de l'étude est la cinquième acception, la plus radicale : non une langue commune qui coexisterait durablement avec les vernaculaires, mais une langue appelée, à terme, à être partagée par tous. Cette ambition engage simultanément les trois ordres de la planification : le statut (quelle place juridique et fonctionnelle), le corpus (quelle forme linguistique) et l'acquisition (par quels canaux de transmission), ce troisième volet ayant été ajouté à la dyade de Kloss par Robert Cooper en 1989 sous le nom d'aménagement de l'acquisition, défini comme l'ensemble des efforts visant à accroître le nombre d'usagers d'une langue.

Sources : https://www.researchgate.net/publication/327052604_Acquisition_Planning · https://en.wikipedia.org/wiki/Language_planning

1.2.1.3 Le scénario retenu et sa borne scientifique

Le scénario retenu est une glottogenèse par synthèse a posteriori à dominante koinéisante, ouverte à la néologie a priori pour les domaines savants. Le terme a posteriori désigne, en interlinguistique, une langue construite dont les matériaux sont prélevés sur des langues existantes, par opposition à une langue a priori dont les formes sont inventées de toutes pièces ; l'espéranto, dont environ 75 % du lexique provient des langues romanes et germaniques, en est le cas a posteriori le plus connu.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Constructed_language · https://grokipedia.com/page/Constructed_language

Ce scénario porte en lui une tension qu'il faut nommer sans détour, car elle conditionne tout le reste. La koinéisation suppose des variétés mutuellement intelligibles ; or les langues camerounaises susceptibles de nourrir la construction relèvent de familles phylogénétiquement distinctes — nigéro-congolaise, afro-asiatique, nilo-saharienne —, non mutuellement intelligibles et aux structures incompatibles. Les synthèses réussies qui servent habituellement de précédents — le rumantsch grischun, l'euskara batua, le nynorsk — unifient toutes des variétés d'une seule

langue ou d'un groupe étroitement apparenté, jamais des langues issues de phylums différents. Au-delà d'un sous-ensemble structurellement cohérent, le procédé cesse d'être une koinéisation au sens strict et glisse vers la construction a priori.

Sources : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781118335598.ch24 · https://link.springer.com/article/10.1007/s10993-020-09549-x

Or la construction a priori a une faiblesse documentée : l'absence quasi générale de transmission native. Sur plus de 900 langues planifiées proposées dans l'histoire, moins de 200 furent assez élaborées pour mériter le nom de système, très peu trouvèrent des locuteurs, et une seule — l'espéranto — constitua un succès durable. Encore l'espéranto est-il, après plus d'un siècle, la seule langue construite dotée d'une communauté stable de locuteurs natifs, estimée entre 1 000 et 2 000 personnes. La leçon est dictée à l'objet : la part koinéisante n'est rigoureusement valide que sur un noyau cohérent ; l'objet réaliste est donc une synthèse bâtie sur ce noyau, complétée d'apports symboliques et a priori, et non une fusion uniforme de tous les phylums. Cette borne est assumée comme orientation stratégique de l'étude.

Sources : https://wab.uib.no/agora/tools/alws/collection-4-issue-1-article-19.annotate · https://arxiv.org/pdf/2603.29345

1.2.2 Finalités de l'étude

La finalité de l'étude est de souveraineté et de cohésion : doter le pays d'un véhicule commun endogène qui assume la fonction d'intégration aujourd'hui remplie, de manière partielle et dans la dépendance, par des langues héritées de la colonisation. Cette finalité répond à des coûts documentés de la fragmentation linguistique non organisée.

Le coût éducatif est avéré : l'UNESCO établit qu'un enfant instruit dans une langue qu'il comprend a sensiblement plus de chances de lire avec compréhension à la fin du primaire qu'un enfant scolarisé dans une langue qu'il ne maîtrise pas, et qu'une part majoritaire des enfants d'Afrique subsaharienne sont enseignés dans une langue non parlée à la maison. Le coût économique l'est aussi : la littérature du modèle de gravité du commerce établit qu'une langue commune accroît directement les échanges bilatéraux d'environ 44 % en moyenne, de sorte qu'une langue partagée abaisse des coûts de coordination que la fragmentation élève. À ces coûts s'ajoutent l'exclusion de l'économie de la connaissance et du numérique, conduites dans des langues exogènes, et une dépendance intellectuelle qui pèse sur la participation citoyenne.

Sources : https://www.unesco.org/en/articles/new-unesco-report-calls-multilingual-education-unlock-learning-and-inclusion · https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0165176512000584

Cette finalité n'est pas isolée : elle s'inscrit dans un mouvement continental déjà engagé. L'Union Africaine s'est dotée d'une Académie Africaine des Langues, mandatée pour développer et promouvoir les langues du continent, et promeut des langues véhiculaires endogènes au service de l'Agenda 2063. L'étude se conçoit comme une contribution méthodologique à ce mouvement, sur le cas le plus difficile, afin que la démarche soit transposable à d'autres contextes nationaux.

Sources : https://au.int/en/african-academy-languages-acalan

1.2.3 Objectifs de l'étude

L'objectif général est de produire la spécification scientifique complète du chemin menant, au Cameroun, d'une situation de fragmentation sans langue commune endogène à l'installation d'une langue unique construite. L'étude définit ce qui devra être fait, par qui, selon quels critères et au prix de quels risques — sans exécuter elle-même la création de la langue, qui relève d'un travail ultérieur et d'instances dédiées.

Les objectifs spécifiques en découlent.

- Établir un état des lieux sociolinguistique rigoureux du pays : familles et classification des langues, véhiculaires et leurs aires, attitudes et représentations, faits structuraux décisifs (tonalité, ordre des constituants, parlers de contact).
- Définir des critères explicites et pondérés de sélection des langues sources, évaluer les options possibles et arrêter une recommandation argumentée et traçable.
- Spécifier l'architecture linguistique interne de la langue — inventaire phonologique, traitement des tons, écriture, morphologie, syntaxe, lexique — sous la forme de variantes contrastées plutôt que d'une solution unique.
- Définir l'architecture institutionnelle de pilotage, le dispositif scolaire et numérique de transmission, le calendrier de mise en œuvre et le plan de financement.
- Articuler explicitement les choix internes et les choix sociétaux, signaler les arbitrages incompatibles, et évaluer la faisabilité en distinguant le souhaitable, le probable et le possible.

1.2.4 Questions de recherche structurantes

Les questions de l'étude se rangent en deux ordres, qui correspondent aux deux faces de toute entreprise par laquelle une société se dote d'une langue : l'organisation sociétale qui fait naître, adopter et vivre la langue, et l'architecture interne de la langue elle-même. Cette partition recoupe celle de la planification linguistique : le statut et l'acquisition relèvent du versant sociétal, le corpus du versant interne. Les deux ordres ne se traitent pas séparément : ils se contraignent mutuellement, et c'est leur articulation qui décide de la viabilité du projet.

Sources : https://www.sciencedirect.com/topics/social-sciences/language-planning · https://link.springer.com/article/10.1007/s10993-020-09549-x

1.2.4.1 A. Questions sociétales (statut, acquisition, implantation)

- Qui décide et qui légitime ? Quelle institution de référence — académie ou observatoire mandaté — sélectionne, codifie et arbitre, et de quelle légitimité acceptée de tous se dote-t-elle ?

- Comment fabriquer une neutralité perçue, de sorte qu'aucune région ni aucun groupe ne se sente lésé par la fabrication de la langue ?
- Par quel organe transmettre ? Quel rôle pour l'école, les médias et l'outillage numérique, sans lesquels une langue n'est pas transmise ?
- Par le haut ou par le bas ? Comment articuler une norme savante avec les dynamiques de contact déjà à l'œuvre, plutôt que de les ignorer ?

1.2.4.2 B. Questions internes (corpus : codification et élaboration)

- Quel inventaire phonologique de compromis, entre fidélité aux substrats et apprenabilité ?
- Quel traitement des tons — les conserver, les simplifier ou les abandonner — sachant que la majorité des langues sources sont tonales ?
- Quelle écriture et quelle notation, et selon quel degré de systématicité tonale ?
- Quelle morphologie : conserver les classes nominales et la richesse flexionnelle, ou tendre vers une structure analytique plus apprenable ?
- Quelle syntaxe et quel lexique : comment répartir les racines entre familles pour l'équité symbolique, gérer la néologie savante et les emprunts inévitables ?

Ces questions internes engagent l'élaboration au sens de Haugen — l'extension fonctionnelle de la langue aux domaines modernes, par modernisation terminologique et stylistique — et non la seule codification de la norme. Leur traitement conditionne directement les questions sociétales : conserver les tons alourdit l'apprentissage scolaire ; répartir les racines entre familles sert l'équité ; une base plus analytique facilite l'adoption par le bas.

Sources : https://link.springer.com/article/10.1007/s10993-020-09549-x

1.2.5 Critères de réussite et horizon temporel

La réussite ne se mesure pas en termes binaires de succès ou d'échec, mais sur trois registres distincts : le souhaitable, le probable et le possible. La littérature scientifique impose ici un réalisme strict sur l'horizon. La koinéisation, même entre variétés mutuellement intelligibles, demande typiquement deux à trois générations pour s'accomplir. Et la transmission native d'une langue construite est l'exception absolue : après plus d'un siècle, l'espéranto demeure la seule à disposer d'une communauté stable de locuteurs natifs, de l'ordre de 1 000 à 2 000 personnes.

Sources : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781118335598.ch24 · https://arxiv.org/pdf/2603.29345

Il en résulte que l'objectif réaliste, sur l'échelle des prochaines décennies, n'est pas le remplacement des langues maternelles mais l'installation d'une langue construite comme seconde langue commune de tous ; l'unicité véritable, si elle advient, sera l'affaire de générations. Les critères de réussite de l'étude se formulent en conséquence : une langue codifiée et perçue comme neutre ; un dispositif d'entrée à l'école et dans les outils numériques ; une adoption mesurable comme langue seconde ; et l'absence d'aggravation des fractures existantes. Une langue construite est d'ailleurs souvent proposée précisément comme solution neutre là où une langue véhiculaire dominante susciterait des résistances liées à la domination culturelle qu'elle incarne.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/International_auxiliary_language

1.2.6 Posture épistémique et bornes de l'objet

Trois exigences traversent l'étude. La traçabilité épistémique d'abord : distinguer en permanence le fait établi, l'hypothèse de modélisation et le souhait, et signaler tout chiffre non vérifié comme estimation plutôt que de le présenter comme fait. L'équité ensuite, comprise non comme une propriété acquise mais comme un résultat à fabriquer, dans le corpus de la langue comme dans l'institution qui la porte : une langue construite n'est pas neutre par défaut, elle le devient si sa fabrication est conduite et perçue comme équitable. La prudence anti-déterministe enfin : le lien entre langue et pensée existe, mais ne justifie aucune affirmation mécanique de type Sapir-Whorf fort — l'étude ne postule pas qu'une langue commune reconfigurerait les esprits ou garantirait à elle seule la cohésion.

L'objet est borné en conséquence. L'étude ne crée pas la langue : elle en spécifie la fabrication. Elle ne tranche pas les arbitrages politiques — le périmètre des langues sources, la place des deux langues officielles, le traitement des tons —, qui relèvent des chefs d'État et des institutions compétentes ; elle les instruit et les signale. Elle ne traite pas la diversité linguistique comme une pathologie : ce qu'elle vise à corriger est la fragmentation non organisée et la dépendance aux langues exogènes, jamais la pluralité des langues maternelles. Elle ne promet aucun succès à brève échéance : elle assume un horizon pluri-générationnel et fondé sur le consentement.

1.3 Périmètre et exclusions

Cette partie fixe avec précision ce que l'étude fait et ce qu'elle ne fait pas. La délimitation n'est pas cosmétique : elle protège l'intégrité scientifique du travail, rend ses productions actionnables et transposables, et marque le point exact où l'étude s'achève et où commencent, d'une part, la décision politique et, d'autre part, la mise en œuvre.

1.3.1 Périmètre de l'étude

1.3.1.1 Une étude de spécification, non d'exécution

L'étude se définit d'abord par sa nature : c'est un travail de spécification, non d'exécution. Elle produit une méthode et sept livrables qui décrivent ce qui devra être fait — par qui, selon quels critères, à quelle échéance et au prix de quels risques —, sans accomplir elle-même la création de la langue. Elle se situe en amont, dans la phase de planification, et non dans la phase de mise en œuvre.

Cette frontière est constitutive de la discipline. La planification linguistique distingue les types d'aménagement — du statut, du corpus et de l'acquisition — des approches qui les mettent en œuvre, et range l'application, notamment scolaire, parmi les phases où la politique linguistique est mise en œuvre plutôt que conçue. Le modèle de référence d'Einar Haugen inscrit d'ailleurs l'implantation comme une étape ultérieure et distincte de la sélection et de la codification de la norme. L'étude relève de la conception ; elle s'arrête là où commence l'application.

Sources : https://link.springer.com/article/10.1007/s10993-020-09549-x ·

https://www.researchgate.net/publication/284166237_Language_policy_and_planning

1.3.1.2 Périmètre géographique

L'objet est circonscrit au territoire national du Cameroun et à ses langues. Les prolongements transfrontaliers — le fulfulde, parlé dans une large bande sahélienne, ou les langues bantoues, réparties sur une grande partie de l'Afrique centrale — ne sont pris en compte qu'à titre de contexte, jamais comme objet. La transposabilité de la démarche à d'autres États est une propriété de la méthode, et non une extension du périmètre : c'est l'outil de raisonnement qui est conçu pour voyager, pas l'objet d'étude qui s'élargit.

1.3.1.3 Périmètre temporel

L'étude — c'est-à-dire la spécification — est produite maintenant ; le processus qu'elle décrit se déploie sur des décennies, voire des générations. La littérature impose ici un réalisme strict. Même entre variétés mutuellement intelligibles, la formation d'une variété commune par koinéisation demande typiquement deux à trois générations. Et la constitution du corpus d'une langue revivifiée ou construite s'étale sur des décennies : pour l'hébreu moderne, le seul dictionnaire de référence fut compilé de 1908 à 1959, soit plus d'un demi-siècle. Le périmètre temporel de l'étude est donc celui de la spécification ; elle borne et décrit ce long horizon sans s'y étendre.

Sources : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781118335598.ch24 · https://en.wikipedia.org/wiki/Revival_of_the_Hebrew_language

1.3.1.4 Périmètre des productions

Le périmètre des productions se résume ainsi : une méthode et sept livrables de spécification, formant un ensemble cohérent qui va du cadrage conceptuel de l'objet jusqu'à l'appréciation de sa faisabilité. Ces livrables sont des documents d'analyse, de critères et de spécification ; aucun d'eux n'est la langue elle-même, ni un fragment opérationnel de celle-ci. La distinction est nette : l'étude livre le plan d'un édifice et le cahier des contraintes qui s'imposent à sa construction, non l'édifice.

1.3.2 Exclusions — le point capital

Deux exclusions définissent l'objet par la négative. Elles constituent le point capital de ce périmètre, car elles séparent ce qui relève d'un travail d'analyse de ce qui relève, respectivement, d'une fabrication technique et d'une décision souveraine.

1.3.2.1 L'exécution de la glottogenèse

L'étude ne fabrique pas la langue. Elle n'arrête pas l'inventaire phonologique définitif, ne rédige pas la grammaire normative, n'établit pas le lexique complet ; elle ne produit ni le corpus standardisé, ni les dictionnaires, ni les manuels scolaires ; elle ne forme pas le corps enseignant et ne procède à aucun déploiement. Tout cela appartient à une phase de mise en œuvre distincte, postérieure à l'étude et confiée à des instances dédiées.

L'ampleur de cette phase est attestée par le seul précédent de revivification réussie à l'échelle d'une nation. Pour l'hébreu moderne, le comité de la langue fut fondé en 1890, ancêtre de l'actuelle Académie de la langue hébraïque ; le dictionnaire de référence fut compilé de 1908 à 1959 ; la création systématique de néologismes, la méthode d'enseignement dite « l'hébreu par l'hébreu » et des vagues successives d'immigration furent toutes nécessaires pour faire émerger

une communauté de locuteurs. L'exécution est ainsi une entreprise institutionnelle de plusieurs décennies, et non un livrable d'étude : celle-ci s'arrête à son seuil, dont elle définit précisément les conditions d'entrée.

Sources : https://eng.hebrew-academy.org.il/overview-of-hebrew/eliezer-ben-yehuda/ · https://en.wikipedia.org/wiki/Revival_of_the_Hebrew_language

1.3.2.2 Les arbitrages politiques

L'étude ne tranche pas les choix politiques souverains. Elle les instruit et les signale — en exposant les options, les critères, les conséquences et les points à escalader —, mais la décision revient aux chefs d'État et aux institutions nationales et régionales compétentes. Parmi ces arbitrages, l'étude n'en décide aucun :

(i) le périmètre des langues sources retenues pour nourrir la construction ;

(ii) la place des deux langues officielles, le français et l'anglais, et le traitement de la question anglophone, dont la sensibilité politique est vive ;

(iii) le choix parmi les variantes d'architecture interne lorsqu'il emporte de lourdes répercussions sociales, par exemple le traitement des tons ;

(iv) le mandat, la composition et l'autorité de l'institution de pilotage ;

(v) l'engagement de financement sur plusieurs décennies.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Anglophone_Crisis

Ce partage n'est pas une prudence de circonstance, mais la nature même du statut linguistique. L'aménagement du statut dépend de la souveraineté — le pouvoir légal exclusif — et de la juridiction ; le statut d'une langue renvoie à sa valeur juridique et à ses fonctions publiques, généralement fixées par des textes tels que des dispositions constitutionnelles. Toute intervention planifiée d'une organisation politique sur le développement d'une langue est, par définition, un acte de politique linguistique. Décider ces arbitrages relève donc d'une autorité politique, jamais d'une étude.

Sources : https://www.researchgate.net/publication/284166237_Language_policy_and_planning · https://www.academia.edu/1021104/Frameworks_and_models_in_language_policy_and_planning

1.3.2.3 Ce que les exclusions n'autorisent pas à éluder

Une précision s'impose pour que le périmètre ne devienne pas un prétexte à la superficialité. Exclure l'exécution et la décision n'autorise pas à esquiver les questions difficiles. Au contraire : l'étude doit instruire chaque arbitrage de façon complète — déployer les options, les critères pondérés, les conséquences et les risques —, de sorte que les décideurs tranchent en connaissance de cause. L'exclusion porte sur la décision et sur la fabrication, non sur l'analyse qui les prépare. Une étude qui prétendrait décider à la place du politique outrepasserait son rôle ; une étude qui instruirait mollement les arbitrages faillirait au sien.

1.3.3 Conséquences du périmètre : l'interface de transmission

La délimitation définit une interface de transmission précise. Les productions de l'étude sont des intrants pour deux destinataires distincts : d'une part une décision politique souveraine, d'autre part une phase de mise en œuvre institutionnelle. L'étude ne se prolonge dans aucune des deux ; elle leur fournit, respectivement, les éléments de décision et le plan de construction.

Nommer cette frontière a trois vertus. Elle protège l'intégrité scientifique du travail, qui ne prétend ni régler ce que seule la politique peut régler, ni avoir bâti ce que seules des années de travail institutionnel peuvent bâtir. Elle garantit l'actionnabilité et la transposabilité des productions, qui demeurent utilisables par d'autres décideurs et dans d'autres contextes. Elle inscrit enfin, au cœur de la méthode, le principe d'escalade : toute recommandation est assortie de ses risques et des points à porter devant les chefs d'État ou les organisations régionales. La planification linguistique se ramène, in fine, à déterminer qui planifie quoi, pour qui et comment — et l'étude se borne à éclairer cette détermination, sans se substituer à ceux qui en ont la charge.

Sources : https://www.researchgate.net/publication/327052604_Acquisition_Planning

1.4 Principes directeurs et garde-fous

Cette partie distingue les principes directeurs — orientations positives qui guident chaque choix — des garde-fous — dispositifs défensifs dressés contre des modes de défaillance identifiés. Les principes disent ce qu'il faut viser ; les garde-fous, ce qu'il faut empêcher. Les seconds sont conçus pour couvrir l'ensemble des problèmes prévisibles, regroupés par familles : épistémiques, d'équité, politiques, sociolinguistiques, techniques, de mise en œuvre et éthiques. Chaque garde-fou associe un risque, un mécanisme de prévention et une ligne rouge ou un point d'escalade.

1.4.1 Principes directeurs

1.4.1.1 Traçabilité épistémique

Toute affirmation doit pouvoir être située sur une échelle qui sépare le fait établi, l'hypothèse de modélisation et le souhait. L'exigence structure l'écriture : un fait est rapporté à sa source ; une hypothèse est nommée comme telle, avec ses conditions de validité ; un souhait n'est jamais présenté comme un constat. La discipline s'impose d'autant plus que le domaine est saturé d'estimations contestées — nombre de langues, effectifs de locuteurs, classifications — et de précédents au sens débattu. Ainsi l'association souvent citée entre fractionnalisation ethnolinguistique et moindre croissance s'atténue fortement dès qu'on contrôle la qualité des institutions, et sa causalité demeure contestée : elle doit être présentée comme corrélation discutée, jamais comme loi.

Sources : https://growthecon.com/feed/2016/11/15/Ethnic.html ·

http://www.columbia.edu/~aw2951/WimmerCPSFinal.pdf

1.4.1.2 Sourcing obligatoire : l'URL directe et vérifiable

Corollaire opérationnel de la traçabilité, le sourçage est une règle stricte : tout chiffre, toute donnée et toute affirmation factuelle sont accompagnés d'une source directe et vérifiable, sous forme d'URL cliquable placée au plus près de l'énoncé qu'elle étaye. Une donnée non sourçable est signalée comme estimation, jamais présentée comme fait. Les sources sont hiérarchisées : les publications scientifiques évaluées par les pairs, les bases officielles et les sources primaires priment sur les agrégateurs et la littérature grise. Lorsqu'une source de référence est introuvable ou périmée, l'étude le mentionne explicitement plutôt que de combler le vide.

1.4.1.3 Équité comme résultat à fabriquer

La neutralité d'une langue commune n'est pas une propriété acquise : c'est un résultat à fabriquer, dans le corpus comme dans l'institution. Une langue construite peut sembler n'appartenir à personne, mais elle reflète des choix — quels sons, quelles racines, quelle grammaire — qui, laissés implicites, peuvent reconduire une domination. L'équité doit donc être un critère explicite de chaque décision, non un effet supposé. Le risque inverse est tout aussi réel : qu'une langue partagée accélère la disparition des langues qu'elle synthétise. La sociolinguistique des droits qualifie cette perte, lorsqu'elle résulte de politiques scolaires, de génocide linguistique au sens des définitions onusiennes ; l'étude tient la disparition des langues minoritaires pour un coût réel à peser, jamais pour un progrès.

Sources : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/book/10.1002/9781119753926 ·

https://link.springer.com/article/10.1023/A:1017989407027

1.4.1.4 Prudence anti-déterministe

Le lien entre langue et pensée existe, mais ne justifie aucune affirmation mécanique. La version forte de l'hypothèse dite de Sapir-Whorf — le déterminisme linguistique, selon lequel la langue déterminerait la pensée — a perdu tout crédit chez les linguistes contemporains ; seule la version faible, la relativité linguistique, selon laquelle la langue influence sans déterminer, reçoit un appui empirique. L'étude s'interdit donc d'inférer qu'une langue commune reconfigurerait les esprits, garantirait la cohésion nationale ou produirait mécaniquement le développement. Elle traite la langue comme un outil de coordination et un vecteur d'accès, non comme une cause magique.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Linguistic_relativity ·

https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0388000122000523

1.4.1.5 Endogénéité sans romantisation

L'étude privilégie les solutions endogènes — langues, systèmes d'écriture, modèles institutionnels africains — et ne reproduit aucun modèle étranger sans contextualisation critique. Mais cette préférence ne dégénère pas en romantisation : les systèmes endogènes sont analysés avec la même rigueur que les autres, et leurs angles morts nommés explicitement. Un précédent endogène prouve une capacité ; il ne garantit ni sa transposabilité ni sa durabilité. Symétriquement, les modèles étrangers ne sont ni rejetés par principe ni copiés par déférence : ce sont des points de comparaison, jamais des gabarits.

1.4.1.6 Non-aggravation et primauté du consentement

Deux limites éthiques bornent toute recommandation. La non-aggravation d'abord : aucune mesure ne doit détériorer l'état existant — ni envenimer une fracture politique, ni accélérer la mort d'une langue, ni creuser une inégalité d'accès. La primauté du consentement ensuite : une langue ne s'implante jamais durablement contre la volonté de ses locuteurs ; les décisions structurantes relèvent des communautés concernées et des autorités politiques, l'étude se bornant à les instruire. La survie d'une langue dépend en dernier ressort de sa transmission d'une génération à l'autre — facteur qui ne se décrète pas, mais se gagne par l'adhésion.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/228384852_Assessing_endangerment_Expanding_Fishman's_GIDS

1.4.2 Garde-fous

Aux principes répondent des garde-fous, conçus pour couvrir l'ensemble des problèmes prévisibles. Ils sont regroupés par familles ; chacun nomme le risque, le mécanisme de prévention, puis la ligne rouge ou le point d'escalade qui s'y attache.

1.4.2.1 Garde-fous épistémiques

Risques. Chiffres fabriqués ou non sourcés ; confusion entre fait, hypothèse et souhait ; données périmées ; sur-interprétation de précédents disanalogues ; biais du survivant dans le choix des exemples.

Mécanismes. Tout chiffre est sourcé ou signalé comme estimation, avec double vérification des données démographiques et de classification, dont les estimations varient fortement. Les précédents sont traités comme objets d'étude et non comme modèles : les disanalogies sont signalées explicitement — notamment le fait que les synthèses linguistiques réussies unifient des variétés mutuellement intelligibles d'une même langue, et non des langues de phylums distincts. Le corpus de comparaison inclut les échecs autant que les succès.

Ligne rouge. Aucune donnée fabriquée ; aucune relation causale présentée comme établie là où la littérature ne donne qu'une corrélation contestée.

Sources : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781118335598.ch24

1.4.2.2 Garde-fous d'équité et de droits linguistiques

Risques. Capture ethnique ou régionale (une langue favorisant en secret un groupe) ; glottophagie des langues minoritaires ; capture par les élites (la langue devenant un marqueur de privilège) ; inégalités d'accès rurales, féminines ou générationnelles ; atteinte au droit à la langue maternelle.

Mécanismes. Des critères d'équité explicites gouvernent chaque choix de corpus — répartition traçable des racines entre familles, audit de la neutralité phonologique et grammaticale. La langue commune est conçue comme langue seconde partagée, jamais comme substitut : un dispositif de protection des langues maternelles accompagne le projet, le droit à l'éducation en langue maternelle étant reconnu comme droit humain linguistique. Le séquencement de l'accès est surveillé pour éviter que la langue ne profite d'abord aux mieux dotés.

Ligne rouge. Aucune mesure qui équivaudrait, au sens des définitions onusiennes, à un transfert forcé d'enfants par l'école — c'est-à-dire à un génocide linguistique ; aucune architecture perçue comme étant la langue d'un groupe particulier.

Sources : https://onlinelibrary.wiley.com/doi/book/10.1002/9781119753926 · https://www.researchgate.net/publication/267448458_Linguistic_Genocide

1.4.2.3 Garde-fous politiques et de gouvernance

Risques. Imposition « par le haut » suivie de rejet ; instrumentalisation par un pouvoir ; institution de pilotage sans légitimité ; aggravation de la fracture anglophone ; engagement irréversible.

Mécanismes. La norme savante s'adosse aux dynamiques de contact réelles plutôt que de s'imposer d'en haut, la standardisation décrétée par une élite étant un facteur documenté de rejet. La légitimité de l'institution — mandat, composition, autorité — est fixée par les autorités politiques, avec représentation équilibrée des régions et des deux communautés linguistiques. La question anglophone est sanctuarisée : aucune mesure perçue comme une assimilation francophone, consultation préalable des régions concernées. Une clause de réversibilité rend chaque étape révisable.

Ligne rouge et escalade. Toute mesure touchant le statut des langues officielles ou la question anglophone est escaladée aux chefs d'État ; aucune décision de statut n'est prise sans mandat politique, le statut linguistique relevant de la souveraineté et de la juridiction.

Sources : https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17597536.2024.2316442 · https://www.researchgate.net/publication/284166237_Language_policy_and_planning

1.4.2.4 Garde-fous sociolinguistiques et de faisabilité

Risques. Absence de transmission intergénérationnelle — la défaillance décisive ; doublon durable, une langue seconde permanente qui ne supplante jamais les vernaculaires ; rejet identitaire ; divergence entre la norme planifiée et l'usage spontané « par le bas ».

Mécanismes. La transmission intergénérationnelle est tenue pour le facteur unique le plus déterminant de la survie d'une langue : si les enfants ne l'acquièrent pas dans la famille, sa pérennité est improbable. Le dispositif — école dès le primaire, foyers, médias, numérique — est jugé à l'aune de sa capacité à enclencher cette transmission. L'objectif est calibré avec réalisme : sur l'échelle des prochaines décennies, une langue seconde commune, non le remplacement des vernaculaires ; le doublon durable est anticipé comme scénario probable, non comme échec. Pour réduire rejet et divergence, la langue s'adosse aux parlers de contact déjà vivants.

Ligne rouge. Ne jamais présenter comme acquis un horizon de remplacement à brève échéance ; rappeler qu'une langue sans transmission native demeure une prouesse sans peuple — une seule langue construite, en plus d'un siècle, ayant acquis une communauté native stable.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/230027378_Language_Maintenance_Language_Shift_and_Reversing_Language_Shift · https://arxiv.org/pdf/2603.29345

1.4.2.5 Garde-fous techniques et linguistiques

Risques. Inventaire trop riche, donc inapprenable ; incohérence structurelle entre phylums ; querelles d'orthographe et de notation tonale ; inéquité lexicale.

Mécanismes. L'arbitrage entre fidélité aux substrats et apprenabilité est rendu explicite : chaque choix — inventaire phonologique, traitement des tons, morphologie — est présenté en variantes contrastées assorties de leur coût d'apprentissage. La synthèse se construit sur un noyau structurellement cohérent ; au-delà, le glissement vers la construction a priori est nommé et ses conséquences sur la transmission assumées. L'équité lexicale est auditée par une répartition traçable des racines. L'écriture s'appuie sur les outils endogènes existants plutôt que sur une invention ex nihilo, avec arbitrage explicite sur la notation des tons.

Ligne rouge. Aucune variante imposée sans exposé de son coût ; aucune solution d'écriture qui exclurait une partie des locuteurs.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Constructed_language ·

https://en.wikipedia.org/wiki/Koin%C3%A9_language

1.4.2.6 Garde-fous de mise en œuvre, de ressources et numériques

Risques. Discontinuité du financement sur plusieurs décennies ; fragilité institutionnelle, l'histoire montrant que des créations endogènes ont décliné faute d'adossement durable ; langue naissant « à faibles ressources » numériques ; exclusion des systèmes d'intelligence artificielle.

Mécanismes. Le financement est sécurisé sur plusieurs décennies et mutualisé, pour résister aux discontinuités ; sans engagement durable, le projet échoue. L'institution de pilotage est conçue pour survivre aux alternances politiques. Une stratégie numérique est engagée dès l'origine — constitution de corpus, claviers, traitement automatique de la langue —, car la quasi-totalité des langues africaines sont déjà gravement sous-représentées dans les ressources et les modèles d'IA, et une langue nouvelle hériterait par défaut de ce handicap.

Ligne rouge et escalade. L'absence d'engagement de financement pluri-décennal sécurisé est un point à escalader aux chefs d'État et aux organisations régionales avant tout lancement.

Sources : https://arxiv.org/html/2510.05644v1 ·

https://www.researchgate.net/publication/396885662_AI_and_African_Languages_Challenges_and_Opportunities_for_Inclusive_Natural_Language_Processing

1.4.2.7 Garde-fous éthiques et de données

Risques. Romantisation des systèmes endogènes ; débordement du chercheur sur le terrain politique ; documentation extractive nuisant aux langues étudiées ; consentement et propriété des données linguistiques.

Mécanismes. Les systèmes endogènes sont analysés sans complaisance, leurs angles morts nommés. Le périmètre est strictement respecté : l'étude instruit, elle ne décide pas. La collecte de données linguistiques se fait avec le consentement éclairé des communautés et dans le respect de la propriété des données — enjeu explicitement identifié dans les travaux sur les langues africaines et l'IA.

Ligne rouge. Aucune donnée communautaire collectée ou exploitée sans consentement ; aucune romantisation présentée comme analyse.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/396885662_AI_and_African_Languages_Challenges_and_Opportunities_for_Inclusive_Natural_Language_Processing

1.4.3 Dispositif d'application : lignes rouges, escalade et réversibilité

Les garde-fous ne valent que s'ils sont opérationnels. Ils sont activés par cinq mécanismes. Un registre des risques est tenu et mis à jour tout au long du travail. Des lignes rouges fixent des arrêts absolus : leur franchissement suspend la recommandation concernée. Une matrice d'escalade oriente chaque arbitrage politique et chaque franchissement de ligne rouge vers le niveau de décision compétent. Un audit périodique vérifie l'équité, le sourçage et la faisabilité. Enfin, une clause de réversibilité maintient chaque étape révisable, afin qu'aucun engagement ne devienne irréversible avant d'avoir fait ses preuves.

Domaine	Ligne rouge — arrêt	Point d'escalade
Épistémique	Donnée fabriquée ou causalité présentée comme établie	Comité scientifique
Équité et droits	Mesure équivalant à un transfert forcé par l'école ; architecture perçue comme la langue d'un groupe	Autorités politiques et représentants communautaires
Politique	Atteinte au statut des langues officielles ou à la question anglophone sans mandat	Chefs d'État
Faisabilité	Horizon de remplacement présenté comme acquis à brève échéance	Comité scientifique et pilotage
Technique	Variante imposée sans exposé de son coût ; écriture excluant des locuteurs	Institution de pilotage
Mise en œuvre	Lancement sans financement pluri-décennal sécurisé	Chefs d'État et organisations régionales
Éthique et données	Données communautaires exploitées sans consentement	Autorités politiques et communautés

Tableau 2 — Synthèse des lignes rouges et des points d'escalade par domaine.

Ces garde-fous ne sont pas un frein à l'ambition, mais sa condition. Un projet de cette magnitude ne survit que s'il sait nommer à l'avance ce qui le ferait échouer, et s'arrêter ou escalader en conséquence. Nommer les lignes rouges, c'est protéger à la fois les populations concernées et la crédibilité du projet.

1.5 Architecture des travaux (le cœur)

1.5.1 Logique d'ensemble : l'arbre

Le travail s'ordonne comme un arbre, en quatre groupes. Un tronc commun de trois lots, strictement séquentiel, pose les fondations : chaque lot conditionne le suivant, et l'ensemble culmine en un point de bifurcation — le choix des langues sources, décision dont on ne revient pas aisément. De cette bifurcation partent deux branches menées en parallèle : l'une traite l'axe sociétal, l'autre l'axe interne. Elles ne sont pas séquentielles, car chacune attendrait sinon l'autre indéfiniment, et parce que la forme d'une langue et son installation sociale se déterminent l'une l'autre. Les deux branches se rejoignent en un lot de reconvergence qui éprouve leur cohérence mutuelle, avant un lot de clôture qui rend le verdict de faisabilité.

Cette forme distribue les opérations classiques de la planification linguistique. La sélection se joue dans le tronc ; la codification et l'élaboration de la forme, dans la branche interne ; l'acceptation et l'implantation sociale, dans la branche sociétale. Aucune n'est isolable : un choix interne et un choix sociétal ne se décident pas séparément. Le cas somali en fait la preuve — le choix d'une écriture, en apparence technique, eut des répercussions sociétales lourdes : les milieux attachés à l'islam défendaient l'écriture arabe, d'autres l'écriture indigène osmanya, et l'alphabet latin finalement retenu fut attaqué comme « étranger ». Un lot de jonction est donc indispensable avant toute conclusion, faute de quoi l'on aboutirait à une langue élégante sur le papier mais socialement mort-née.

Chaque lot est spécifié selon un gabarit fixe : objectif, intrants, activités, méthodes, critères d'acceptation, livrable, dépendances. Les méthodes et les exemples sont ancrés sur des précédents africains — y compris historiques — et sur les régions les plus comparables à l'Afrique : Amérique latine, Asie, Océanie, Moyen-Orient. Les modèles occidentaux ne servent que de points de comparaison, et seulement lorsqu'aucun précédent plus proche n'éclaire mieux la question.

Lot	Groupe	Objet	Livrable
L1	Tronc commun	Fixer le vocabulaire et arrêter le scénario	Glossaire de cadrage
L2	Tronc commun	Établir l'état des lieux sociolinguistique	Cartographie sociolinguistique
L3	Tronc commun — bifurcation	Décider le périmètre des langues sources	Matrice de sélection du périmètre
L4	Branche sociétale	Statut, institution, école, médias, transmission	Feuille de route glottopolitique
L5	Branche interne	Sons, tons, écriture, grammaire, lexique	Architecture interne en variantes
L6	Reconvergence	Tester la cohérence interne × sociétal	Matrice de cohérence
L7	Clôture	Trancher souhaitable / probable / possible	Verdict de faisabilité

Tableau 3 — Les sept lots, leurs groupes et leur enchaînement.

Sources : https://link.springer.com/article/10.1007/s10993-020-09549-x · https://en.wikipedia.org/wiki/Osmanya_script

1.5.2 A. TRONC COMMUN — L1, L2, L3 (séquentiels)

1.5.2.1 Lot L1 — Glossaire de cadrage

Objectif. Fixer le vocabulaire de travail et arrêter le scénario, pour qu'aucun malentendu terminologique ne se propage à toute la suite. Les mots « langue unique » recouvrent au moins cinq projets distincts ; ce lot ferme cette dérive en définissant le sens retenu — une langue seconde commune issue d'une synthèse — et en distinguant les notions voisines : les statuts (officielle, nationale, véhiculaire, maternelle) et les procédés (standardisation, koinéisation, construction a priori et a posteriori).

Intrants. Les cadres de planification linguistique (sélection, codification, élaboration, acceptation) ; les typologies de statut et de corpus ; un corpus de cas comparés du Sud global ; les acceptions concurrentes relevées dans la littérature.

Activités. Recenser les acceptions de chaque terme ; arrêter une définition unique par terme ; formuler le scénario retenu en une proposition testable ; consigner et justifier les acceptions écartées.

Méthodes et précédents. Revue terminologique et désambiguïsation par cas, adossées à la distinction classique entre planification du statut — la place sociale de la langue — et planification du corpus — sa forme interne. Le précédent indonésien montre pourquoi nommer le scénario est décisif : en posant l'objet comme « élever une véhiculaire neutre, le malais, et la standardiser » plutôt que « imposer la langue majoritaire, le javanais », les nationalistes de 1928 ont rendu l'adoption possible ; la formulation inverse l'aurait condamnée. La distinction des statuts n'est pas scolastique : le sango est langue nationale de Centrafrique depuis 1964 et langue officielle depuis 1991 aux côtés du français ; le guarani est langue nationale du Paraguay depuis 1967 et co-officiel depuis 1992 — deux statuts, deux régimes juridiques, deux trajectoires.

Sur le procédé, la frontière entre koinéisation — qui nivelle des variétés mutuellement intelligibles — et construction — qui crée des formes nouvelles — doit être tranchée d'emblée, car elle commande tout le reste, jusqu'à la probabilité de transmission : la construction a priori n'a quasiment aucun précédent de transmission native, une seule langue construite ayant jamais acquis une petite communauté de locuteurs natifs. Enfin, le cadrage lui-même n'est jamais neutre : les premiers dictionnaires standardisés du kiswahili, publiés en 1939, le furent avec la mission affichée de « civiliser » la langue — rappel que les mots qui définissent l'objet portent déjà une idéologie qu'il faut expliciter plutôt que subir.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/405462992_Bahasa_Indonesia_The_Language_That_Built_Indonesia · https://en.wikipedia.org/wiki/Sango_language · https://en.wikipedia.org/wiki/Standard_Swahili_language · https://en.wikipedia.org/wiki/Constructed_language

Critères d'acceptation. Chaque terme défini ; chaque acception écartée justifiée ; scénario énoncé en une proposition unique et testable.

Livrable. Un glossaire de cadrage.

Dépendances. Aucune en amont ; conditionne l'ensemble des lots.

1.5.2.2 Lot L2 — Cartographie sociolinguistique

Objectif. Établir l'état des lieux : qui parle quoi, où et avec qui ; quelles attitudes envers les langues en présence et envers un projet de langue commune ; quelle vitalité de ces langues, et quel degré d'intelligibilité mutuelle entre elles — donnée déterminante, puisque la koinéisation ne fonctionne qu'entre variétés mutuellement intelligibles.

Intrants. Recensements ; atlas linguistiques ; enquêtes et descriptions dialectales existantes ; données d'intelligibilité ; relevés d'usage par domaine.

Activités. Compiler les données disponibles ; concevoir l'échantillon ; mesurer usages, attitudes et intelligibilité ; noter la vitalité par la transmission ; produire la cartographie.

Méthodes et précédents. L'enquête sociolinguistique repose sur la question fondatrice — qui parle quelle langue à qui et quand — et la mesure des attitudes par la technique des locuteurs masqués, où l'auditeur juge un même locuteur selon la langue employée, révélant des préférences que le déclaratif masque. La vitalité se note sur une échelle de disruption intergénérationnelle, qui tient la transmission familiale d'une génération à l'autre pour le facteur unique le plus déterminant de la survie d'une langue. Le concept de diglossie — coexistence d'une variété haute, réservée aux domaines formels, et d'une variété basse, du quotidien — fournit la grille pour repérer la hiérarchie réelle des langues.

Le Paraguay en est l'illustration la plus instructive : près de neuf habitants sur dix y sont bilingues et une majorité parle le guarani à la maison, mais les attitudes restent diglossiques, valorisant l'espagnol dans les domaines de prestige, et le parler quotidien est en réalité le jopará, mélange de guarani et d'espagnol, présent dans près de la moitié des foyers. Un projet qui aurait postulé l'adhésion sans la mesurer se serait donc trompé du tout au tout. L'enquête nationale de bilinguisme conduite au Paraguay dès les années 1960 — usages déclarés par domaine, attitudes, transmission — fournit un gabarit d'instrument éprouvé.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/228384852_Assessing_endangerment_Expanding_Fishman's_GIDS · https://en.wikipedia.org/wiki/Languages_of_Paraguay · https://link.springer.com/article/10.1186/2191-5059-2-6

Critères d'acceptation. Couverture représentative des régions et des communautés ; attitudes effectivement mesurées et non supposées ; intelligibilité documentée ; vitalité notée sur une échelle de transmission.

Livrable. Une cartographie sociolinguistique.

Dépendances. S'appuie sur L1 ; alimente L3.

1.5.2.3 Lot L3 — Matrice de sélection du périmètre des langues sources

Objectif. Décider quelles langues ou variétés entrent dans la synthèse et à quel degré. Point de bifurcation : ce choix engage simultanément la légitimité — l'équité entre familles — et la faisabilité — l'apprenabilité et les ressources ; et il est difficilement réversible une fois les branches engagées. Aucune des deux branches ne peut commencer avant lui.

Intrants. La cartographie sociolinguistique ; les critères d'équité ; les critères techniques d'intelligibilité, de ressources documentaires et de charge symbolique.

Activités. Définir les critères et leurs pondérations ; scorer les langues candidates ; instruire deux à trois scénarios de périmètre contrastés ; auditer l'équité du résultat ; documenter et justifier le choix retenu, en conservant les scénarios écartés.

Méthodes et précédents. La sélection multicritère explicite, où chaque candidate est pondérée par le poids démographique, la répartition régionale, l'intelligibilité mutuelle, les ressources disponibles et la charge symbolique. Quatre précédents balisent l'espace des options :

- Indonésie — la langue majoritaire est souvent le mauvais choix : le malais (dans sa variété riau-johor), véhiculaire minoritaire, fut préféré au javanais — parlé par environ 40 % de la population, dans un archipel comptant des centaines de groupes ethniques — pour sa neutralité ; sa grammaire relativement simple, sans la stratification honorifique du javanais, en facilita l'apprentissage. On parle d'un coup de maître de construction nationale.
- Kiswahili — la sélection d'une variété de base : parmi dix-sept à vingt-trois dialectes, largement intelligibles entre eux, le comité interterritorial retint en 1930 le kiunguja de Zanzibar, pour sa tradition écrite, son prestige commercial et sa stabilité phonologique.
- Somali — une base dialectale unique : le somali du Nord servit de socle au standard, les variétés benaadir et surtout maay, plus divergentes, restant à l'écart — rappel qu'une base unique laisse nécessairement des locuteurs au bord du chemin, ce qu'il faut assumer et compenser.
- N'Ko — la synthèse supradialectale par les racines : plutôt que d'élire un dialecte, Solomana Kanté bâtit en 1949 un koiné, le kángbɛ ou « langue claire », en privilégiant les racines reconstructibles du proto-mandingue sur toute variété contemporaine ; ainsi le mot « nom » s'y écrit tɔ, là où l'usage dit tɔgɔ en bambara. C'est la méthode de synthèse par l'ascendance, la plus proche de l'objet visé ici — mais sa portée reste bornée : le n'ko unifie des variétés d'une même famille mandingue, non des langues de phylums distincts ; plus la synthèse vise loin, plus le précédent s'affaiblit.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/405462992_Bahasa_Indonesia_The_Language_That_Built_Indonesia · https://en.wikipedia.org/wiki/Standard_Swahili_language · https://somalipeople.fandom.com/wiki/Somali_Language · https://en.wikipedia.org/wiki/N'Ko_script

Critères d'acceptation. Matrice traçable et reproductible ; équité auditée — aucune famille sur-représentée sans justification explicite, et compensation prévue pour les variétés laissées hors socle ; choix réversible et documenté ; charge symbolique du périmètre anticipée.

Livrable. Une matrice de sélection du périmètre.

Dépendances. Dépend de L1 et L2 ; conditionne les deux branches.

1.5.3 B. BRANCHES PARALLÈLES — L4 ‖ L5

1.5.3.1 Lot L4 — Feuille de route glottopolitique (axe sociétal)

Objectif. Spécifier comment la langue s'installe dans la société : statut juridique, institution porteuse et autorité de normalisation, entrée à l'école, présence dans les médias et le numérique, et surtout enclenchement de la transmission intergénérationnelle, sans laquelle aucune langue ne dure.

Intrants. Le périmètre retenu ; le cadre juridique ; les capacités institutionnelles et budgétaires ; les dispositifs scolaires existants.

Activités. Spécifier l'institution — mandat, composition, autorité de normalisation et de néologie ; le statut juridique ; la trajectoire scolaire — langue-matière puis médium d'enseignement ; le dispositif médiatique et numérique ; le plan de transmission familiale ; le budget et les jalons.

Méthodes et précédents. La planification du statut et de l'acquisition — cette dernière étant un pilier distinct, qui vise les apprenants et les familles autant que les institutions. Quatre précédents l'instruisent :

- Institution — la trajectoire kiswahili : d'un comité interterritorial (1930), qui publia ses dictionnaires en 1939 sans aucun membre africain votant avant l'indépendance, à un institut de recherche universitaire (1964, intégré à l'université de Dar es Salaam en 1970), jusqu'à un conseil national, le BAKITA (1967-1968), seul habilité à approuver les terminologies nouvelles. C'est le modèle d'une autorité de standardisation et de néologie — assorti d'un avertissement de légitimité : une norme décidée sans ses locuteurs s'expose au rejet. La même histoire montre que la politique linguistique n'est jamais neutre : les Britanniques promurent d'abord le kiswahili pour mieux administrer, puis s'en méfièrent dans les années 1940 en y voyant un outil d'organisation anticoloniale.
- Volonté politique et école — la Tanzanie de Nyerere fit du kiswahili le médium de l'enseignement primaire après la Déclaration d'Arusha (1967) : la volonté politique comme moteur décisif. L'éducation fondée sur la langue maternelle, reconnue comme droit humain linguistique, fournit le cadre pédagogique ; le Cameroun dispose lui-même d'expériences d'enseignement en langues nationales à mobiliser.
- Campagne d'acquisition — après 1972, la Somalie diffusa la nouvelle écriture par des brochures lancées depuis un stade de Mogadiscio, imposa des examens de compétence aux fonctionnaires et envoya les élèves alphabétiser les campagnes ; les premiers dictionnaires parurent en 1976 et, dès 1978, la majorité de la population était alphabétisée — l'une des progressions les plus rapides jamais observées. Le revers : une décision prise d'en haut, sans consultation large.
- Transmission native — le sango montre qu'une véhiculaire de contact peut acquérir une transmission native : simplifié et diffusé par les missions dans les années 1940-1950, il était parlé par 69 % des enfants d'âge préscolaire dès 1994 et est devenu la langue maternelle de

la quasi-totalité des enfants de Bangui. Mais, peu écrit et peu présent à l'école, il reste subordonné au français dans les domaines formels — preuve qu'un statut officiel sans usage scolaire laisse une langue faible.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Baraza_la_Kiswahili_la_Taifa · https://en.wikipedia.org/wiki/Standard_Swahili_language · https://en.wikipedia.org/wiki/Languages_of_the_Central_African_Republic · https://www.researchgate.net/publication/327052604_Acquisition_Planning

Critères d'acceptation. Institution dotée d'un mandat et d'une légitimité — locuteurs effectivement représentés ; trajectoire scolaire jalonnée ; plan de transmission familiale explicite ; financement pluriannuel identifié, son absence étant un point à escalader.

Livrable. Une feuille de route glottopolitique.

Dépendances. Dépend de L3 ; menée en parallèle de la branche interne ; alimente la reconvergence.

1.5.3.2 Lot L5 — Architecture interne en variantes (axe interne)

Objectif. Spécifier la forme de la langue — inventaire des sons, traitement des tons, système d'écriture, morphologie, syntaxe, lexique et règle de néologie — non en une solution unique, mais en variantes contrastées assorties de leur coût d'apprentissage, d'outillage et de transmission.

Intrants. Le périmètre retenu ; les descriptions phonologiques, morphologiques et lexicales des langues sources ; les outils et systèmes d'écriture existants.

Activités. Établir l'inventaire phonologique ; trancher la notation tonale ; choisir ou adapter une écriture ; définir le degré d'analycité morphologique et la syntaxe ; constituer le lexique de base et la règle de formation des mots nouveaux — chaque point présenté en variantes.

Méthodes et précédents. Typologie et codification, présentées en variantes contrastées. Les arbitrages décisifs s'éclairent par des cas africains et du Sud global :

- Tons — marquer ou non : la plupart des langues africaines sont tonales, ce qui force un arbitrage. Le n'ko marque explicitement les tons et la longueur vocalique au moyen de diacritiques — choix fidèle mais coûteux à l'apprentissage et à la saisie numérique ; à l'inverse, le kiswahili est atonal, si bien que la question ne se pose pas, et l'orthographe latine du somali ne note pas systématiquement les tons. Beaucoup d'orthographes africaines en alphabet latin sous-notent ainsi le ton, gagnant en simplicité ce qu'elles perdent en précision.
- Écriture — du latin adapté à l'invention endogène : la Somalie offre le cas d'école d'un choix instruit ; un comité, mis en place dès 1961, tria pendant des années dix-huit systèmes concurrents — il préféra d'abord l'écriture indigène kaddare avant de la juger impraticable —, pesant le latin contre l'arabe et contre l'osmanya, avant de retenir en 1972 l'alphabet latin de Shire Jama Ahmed pour sa précision phonétique et sa compatibilité avec l'imprimerie et la machine à écrire. À l'autre extrémité, le n'ko est un alphabet africain conçu sur mesure pour la phonologie mandingue, écrit de droite à gauche ; et le Cameroun a son propre précédent d'écriture endogène avec l'alphabet bamoun du sultan Njoya — dont l'éclipse ultérieure rappelle aussi la fragilité de telles créations. Trois options se dégagent : adopter le

latin, l'adapter, ou inventer une écriture endogène ; chacune a un coût d'apprentissage, d'outillage numérique et de charge symbolique.

— Morphologie — le degré d'analycité : une langue commune gagne en apprenabilité à réduire la complexité morphologique. Le sango l'illustre — langue de contact à morphologie allégée dont quelque 490 mots de base couvrent près de 90 % de la parole courante, économie qui en fait une langue rapide à acquérir ; le bahasa indonesia doit de même une part de son adoption à une grammaire dépouillée. L'allègement n'est pourtant pas un appauvrissement mécanique : le tok pisin de Papouasie, autre langue de contact, distingue l'inclusif et l'exclusif à la première personne du pluriel, distinction que le français ignore. À l'inverse, conserver un système de classes nominales riche, comme l'a fait le kiswahili, préserve la fidélité aux substrats au prix d'un apprentissage plus lourd.

— Lexique et néologie — d'où viennent les mots nouveaux : le kiswahili confie la création terminologique à une autorité unique ; le n'ko forge ses néologismes sur des racines mandingues plutôt que d'emprunter ; le sango emprunte largement au français pour le vocabulaire savant tout en gardant un noyau endogène. Trois politiques lexicales, trois équilibres entre endogénéité et commodité.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/N'Ko_script · https://en.wikipedia.org/wiki/Osmanya_script · https://en.wikipedia.org/wiki/Sango_language · https://en.wikipedia.org/wiki/Bamum_script

Critères d'acceptation. Chaque choix présenté en variantes contrastées avec son coût ; cohérence structurelle du noyau ; équité lexicale auditée ; écriture n'excluant aucun locuteur et dotée d'un outillage numérique.

Livrable. Une architecture interne en variantes.

Dépendances. Dépend de L3 ; menée en parallèle de la branche sociétale ; alimente la reconvergence.

1.5.4 RECONVERGENCE — L6

1.5.4.1 Lot L6 — Matrice de cohérence

Objectif. Tester la compatibilité entre les choix internes — la forme — et le dispositif sociétal — le statut, l'école, la transmission. C'est la reconvergence : aucune des deux branches ne vaut isolément, et leurs décisions peuvent se contredire.

Intrants. Les sorties des deux branches.

Activités. Construire une matrice croisant chaque choix interne avec chaque exigence sociétale ; scorer les compatibilités ; nommer les incompatibilités ; arbitrer ou signaler les points à escalader.

Méthodes et précédents. L'analyse de cohérence croisée. Le cas somali en donne la preuve par l'exemple : le choix d'une écriture — décision interne — eut des répercussions sociétales lourdes, les milieux attachés à l'islam défendant l'écriture arabe, d'autres l'osmanya, et le latin retenu étant attaqué comme « étranger » ; un choix technique pesa donc sur l'adhésion religieuse et identitaire. À l'inverse, l'apprenabilité d'une forme nourrit son adoption : la grammaire simple du bahasa indonesia a directement servi sa diffusion sociétale. La matrice doit ainsi vérifier des

couples concrets — qu'une notation tonale fidèle reste compatible avec une alphabétisation de masse, faute de quoi la fidélité freine la transmission ; ou qu'une écriture endogène dispose des claviers et de l'encodage numérique sans lesquels sa transmission s'étiole. C'est le lieu où l'élégance interne du projet rencontre la réalité sociale.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Osmanya_script · https://www.researchgate.net/publication/405462992_Bahasa_Indonesia_The_Language_That_Built_Indonesia

Choix interne	Exigence sociétale	Point de vigilance
Notation tonale fidèle	Alphabétisation de masse rapide	La fidélité peut ralentir la lecture : prévoir un palier simplifié
Écriture endogène nouvelle	Transmission numérique (claviers, encodage)	Sans outillage Unicode ni claviers, la transmission s'étiole
Morphologie allégée	Adoption rapide à l'oral et à l'école	Couplage favorable, à condition de ne pas appauvrir l'expressivité
Lexique à racines endogènes	Acceptabilité identitaire	Renforce la légitimité ; surcoût d'apprentissage des néologismes
Choix d'écriture	Adhésion religieuse et identitaire	Charge symbolique forte : arbitrage à escalader

Tableau 4 — Exemple de croisement interne × sociétal et points de vigilance.

Critères d'acceptation. Chaque couple interne × sociétal évalué ; incompatibilités nommées ; arbitrages tracés ou escaladés.

Livrable. Une matrice de cohérence.

Dépendances. Dépend de L4 et L5 ; alimente la clôture.

1.5.5 CLÔTURE — L7

1.5.5.1 Lot L7 — Verdict de faisabilité

Objectif. Trancher entre le souhaitable, le probable et le possible ; énoncer les conditions de réussite et d'échec, et l'horizon réaliste. C'est la clôture : elle ne décide pas du projet — cela relève du politique —, elle en établit la faisabilité, preuves à l'appui.

Intrants. La matrice de cohérence et l'ensemble des sorties amont.

Activités. Constituer un référentiel de précédents ; classer le projet sur les trois registres — souhaitable, probable, possible ; énoncer les conditions sine qua non et les scénarios d'échec ; fixer l'horizon temporel réaliste.

Méthodes et précédents. L'analyse comparée de faisabilité, fondée sur les réussites autant que sur les échecs :

— Conditions de réussite — les succès du Sud global partagent trois ingrédients : une institution durable, une volonté politique soutenue et une véhiculaire préexistante sur laquelle s'appuyer. Le bahasa indonesia — véhiculaire neutre porté par un moteur national — et le kiswahili — véhiculaire adossé à une institution et à une volonté politique — les réunissent.

— L'exception qui confirme la règle — l'hébreu moderne est le seul cas de grande ampleur où une langue fut, pour une large part, refaite et réinstallée comme langue maternelle ; mais il y fallut des décennies, une académie dédiée, une mobilisation idéologique et démographique totale et un terreau communautaire singulier — des conditions rarement réunies ailleurs.

— Le doublon durable, scénario probable et non échec — le guarani, langue majoritaire, co-officielle et à transmission intergénérationnelle robuste, demeure subordonné à l'espagnol dans les domaines de prestige ; son registre standardisé, le « guarani académique », est respecté mais peu parlé, le quotidien restant au jopará vernaculaire. Une langue commune peut donc s'installer durablement sans supplanter les vernaculaires ni conquérir tous les domaines — et c'est déjà un résultat.

— La limite dure — aucune langue construite à partir de plusieurs familles, sans véhiculaire préexistante, n'a de précédent de réussite. Même le n'ko, pourtant adossé à une seule famille et porté par un mouvement vivant, n'est employé que par environ un million de locuteurs sur quarante millions de mandingues. Et une langue sans transmission native reste une prouesse sans peuple : sur l'ensemble des langues construites, une seule a acquis une petite communauté de locuteurs natifs. Le verdict doit calibrer l'ambition sur ces faits, et se garder de tout déterminisme : une langue commune n'engendre pas mécaniquement la cohésion, son effet sur les esprits étant d'influence et non de détermination.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/405462992_Bahasa_Indonesia_The_Language_That_Built_Indonesia · https://en.wikipedia.org/wiki/Revival_of_the_Hebrew_language · https://link.springer.com/article/10.1186/2191-5059-2-6 · https://en.wikipedia.org/wiki/N'Ko_script

Cas	Véhiculaire préexistante	Institution durable	Volonté politique	Issue
Bahasa indonesia	Oui (malais)	Oui	Oui	Réussite, langue nationale
Kiswahili	Oui	Oui (BAKITA)	Oui (Nyerere)	Réussite régionale
Somali	Oui (oral)	Comité d'État	Forte	Alphabétisation rapide, décidée d'en haut
Guarani	Oui	Partielle	Tardive	Doublon : co-officiel mais diglossique

Cas	Véhiculaire préexistante	Institution durable	Volonté politique	Issue
N'Ko	Variétés mandingues	Mouvement non étatique	Faible	Diffusion limitée (≈ 1 M / 40 M)
Hébreu	Liturgique, non vernaculaire	Oui (académie)	Totale	Réussite, conditions singulières
Sango	Oui (contact)	Faible	Tardive	Maternelle à Bangui, faible à l'écrit

Tableau 5 — Les précédents au regard des trois conditions de réussite.

Critères d'acceptation. Verdict argumenté sur les trois registres ; conditions sine qua non énoncées ; scénarios d'échec nommés ; horizon réaliste chiffré en décennies ; aucune affirmation déterministe.

Livrable. Un verdict de faisabilité.

Dépendances. Dépend de L6 et de l'ensemble du tronc et des branches ; clôt l'architecture.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Linguistic_relativity · https://arxiv.org/pdf/2603.29345

Ainsi ordonnée, l'architecture conduit d'un vocabulaire partagé à un verdict argumenté : le tronc établit le terrain et tranche le périmètre, les deux branches travaillent en parallèle la forme et l'installation, la reconvergence éprouve leur compatibilité, et la clôture dit, preuves à l'appui, ce qui est souhaitable, probable et possible. Aucun lot ne se substitue à la décision politique ; tous la préparent.

1.6 Synthèse des livrables et critères d'acceptation

1.6.1 Objet de la synthèse

Cette partie consolide en une grille de référence unique les sept livrables de l'étude et leurs critères d'acceptation. Elle est le tableau de bord à partir duquel toute la production se pilote : elle recense ce qui doit être produit, à quelles conditions un livrable est jugé recevable, et comment chaque livrable s'enchaîne avec les autres. Elle ouvre ensuite sur ce qui suit — le séquencement et les jalons, la gouvernance et les instances de validation, les risques et l'escalade, les moyens et le budget — sans les développer ici, mais en montrant comment chaque livrable s'y rattache.

La logique d'ensemble est celle d'une chaîne : aucun livrable ne vaut isolément, chacun conditionne le suivant. Le tronc établit le terrain et tranche le périmètre, deux branches parallèles travaillent la forme et l'installation sociale, une reconvergence éprouve leur compatibilité, et une clôture rend le verdict. Deux livrables sont des points de décision dont dépend tout l'aval : le choix du périmètre des langues sources, et la mise en cohérence des deux branches.

1.6.2 Recensement des livrables et critères d'acceptation

Les sept livrables ci-dessous constituent l'intégralité des productions attendues de l'étude. Pour chacun, les critères d'acceptation clés et les dépendances sont rappelés, de sorte que cette grille se lise sans recourir à aucun autre document.

Lot	Livrable	Critères d'acceptation clés	Dépendances
L1	Glossaire de cadrage	Chaque terme défini ; acceptions écartées justifiées ; scénario énoncé en une proposition unique et testable	Aucune en amont ; conditionne tous les lots
L2	Cartographie sociolinguistique	Couverture représentative ; attitudes mesurées et non supposées ; intelligibilité documentée ; vitalité notée sur une échelle de transmission	Dépend de L1 ; alimente L3
L3	Matrice de sélection du périmètre	Matrice traçable et reproductible ; équité auditée et variétés hors socle compensées ; choix réversible et documenté ; charge symbolique anticipée	Dépend de L1 et L2 ; conditionne les deux branches
L4	Feuille de route glottopolitique	Institution mandatée et légitime ; trajectoire scolaire jalonnée ; plan de transmission explicite ; financement pluriannuel identifié	Dépend de L3 ; parallèle à L5 ; alimente L6
L5	Architecture interne en variantes	Choix présentés en variantes contrastées avec leur coût ; noyau structurellement cohérent ; équité lexicale auditée ; écriture inclusive et outillée numériquement	Dépend de L3 ; parallèle à L4 ; alimente L6
L6	Matrice de cohérence	Chaque couple interne × sociétal évalué ; incompatibilités nommées ; arbitrages tracés ou escaladés	Dépend de L4 et L5 ; alimente L7
L7	Verdict de faisabilité	Verdict argumenté sur les trois registres ; conditions sine qua non énoncées ; scénarios d'échec nommés ; horizon chiffré en décennies ; aucun déterminisme	Dépend de L6 et de l'ensemble ; clôt l'architecture

Tableau 6 — Les sept livrables, leurs critères d'acceptation clés et leurs dépendances.

1.6.3 Critères d'acceptation transversaux

Outre les critères propres à chaque livrable, six exigences s'appliquent à tous, sans exception. Un livrable qui les enfreint n'est pas recevable, quelle que soit par ailleurs sa qualité.

— Traçabilité épistémique — dans chaque livrable, le fait établi, l'hypothèse de modélisation et le souhait sont distingués, jamais confondus.

— Sourcing obligatoire — tout chiffre et toute affirmation factuelle sont accompagnés d'une source directe et vérifiable ; une donnée non sourçable est signalée comme estimation, jamais présentée comme fait.

— Équité auditée — la répartition entre familles linguistiques est vérifiée à chaque étape, l'équité étant un résultat à fabriquer et non un acquis.

— Prudence anti-déterministe — aucun livrable n'infère qu'une langue commune reconfigurerait les esprits ou produirait mécaniquement la cohésion ; l'effet de la langue est d'influence, non de détermination.

— Endogénéité sans romantisation — les solutions endogènes sont privilégiées, mais analysées sans complaisance, leurs angles morts nommés.

— Non-aggravation et consentement — aucun livrable ne recommande une mesure qui détériorerait l'existant ou s'imposerait sans adhésion ; la transmission intergénérationnelle demeure le critère ultime de viabilité.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/228384852_Assessing_endangerment_Expanding_Fishman's_GIDS · https://en.wikipedia.org/wiki/Linguistic_relativity

1.6.4 Articulation avec la suite : jalons, gouvernance, risques, moyens

Cette grille ouvre sur les volets que développeront les parties suivantes. Le séquencement fixera les jalons et confirmera les deux points critiques — le choix du périmètre et la reconvergence. La gouvernance désignera l'instance de validation de chaque livrable : un comité scientifique pour les livrables techniques, les autorités politiques pour les décisions de statut et de périmètre. Le volet des risques précisera, pour chaque livrable, son risque principal et son point d'escalade. Le volet des moyens chiffrera les compétences et le financement requis. Le tableau ci-dessous anticipe cette articulation, livrable par livrable.

Livrable	Jalon / séquencement	Validation	Risque principal	Moyens clés
L1	Jalon initial du tronc	Comité scientifique	Dérive terminologique	Terminologues, sociolinguistes
L2	Après L1	Comité scientifique	Données non représentatives ; attitudes supposées	Enquêteurs de terrain, statisticiens
L3	Point critique 1 — bifurcation	Comité scientifique et autorités politiques	Capture d'une famille ; rejet	Dialectologues, comité d'équité
L4	Branche, en parallèle	Autorités politiques (statut)	Imposition d'en haut ; financement discontinu	Juristes, pédagogues, institution porteuse
L5	Branche, en parallèle	Comité scientifique	Inapprenabilité ; écriture excluante	Phonologues, ingénieurs du traitement de la langue
L6	Point critique 2 — reconvergence	Comité scientifique ; arbitrages escaladés	Incohérence interne × sociétal non résolue	Équipe de synthèse
L7	Clôture	Comité scientifique ; transmission aux décideurs	Verdict déterministe ou sur-optimiste	Comité de faisabilité

Tableau 7 — Articulation de chaque livrable avec le séquencement, la gouvernance, les risques et les moyens.

Ainsi recensée, la production se lit d'un seul regard : sept livrables, des critères propres et transversaux qui fixent leur recevabilité, une chaîne de dépendances qui en commande l'ordre, et quatre volets — jalons, gouvernance, risques, moyens — dont la suite précisera la teneur. Cette grille est l'instrument de pilotage de l'ensemble du travail.

1.7 Séquencement, jalons et points critiques

1.7.1 Principes de séquencement

L'ordre des travaux est dicté par la chaîne des dépendances, non par la commodité. Quatre principes le gouvernent. D'abord, la séquence stricte dans le tronc : la sortie de chaque lot est l'entrée du suivant, et rien ne se commence à vide. Ensuite, le parallélisme dans les branches : le travail sur l'installation sociale et le travail sur la forme avancent ensemble, synchronisés, et non l'un après l'autre — chacun attendrait sinon l'autre indéfiniment. Puis le franchissement de portes : certains jalons ne sont pas des dates mais des décisions ; tant qu'une porte n'est pas franchie et validée, l'aval ne démarre pas. Enfin, la réversibilité : chaque porte peut renvoyer le travail en arrière, et non seulement le laisser passer.

Un fait commande tout le calendrier et doit être posé d'emblée : l'horizon du projet est long quand le temps politique est court. À titre de repère — ordres de grandeur tirés de précédents, non prévisions —, standardiser une langue déjà existante a demandé une décennie au kiswahili, choisir une simple écriture en a pris onze au somali, et la refonte de l'hébreu s'est étalée sur des générations, son grand dictionnaire courant de 1908 à 1959. L'étude elle-même se compte donc en années ; toute exécution ultérieure, en décennies, voire en générations. Or les cycles budgétaires et politiques de la région sont courts et discontinus. Le séquencement doit gérer cette tension, non l'ignorer.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Standard_Swahili_language ·

https://somalipeople.fandom.com/wiki/Somali_Language ·

https://en.wikipedia.org/wiki/Revival_of_the_Hebrew_language

1.7.2 Le séquencement par phases

Le travail se déploie en cinq phases, chacune fermée par un jalon. Deux jalons sont des portes de décision dont dépend tout l'aval ; un troisième, préalable, conditionne le lancement même.

1.7.2.1 Phase 0 — Préalables (porte J0).

Avant tout travail linguistique, trois conditions doivent être réunies : un mandat politique légitime ; un traitement explicite et concerté de la question anglophone ; un engagement de financement sécurisé sur plusieurs décennies. À défaut, le travail ne commence pas. Cette phase n'est pas une formalité : c'est la première porte critique, et elle est de nature politique, non technique.

1.7.2.2 Phase 1 — Tronc, séquentiel (jalons J1, J2, J3).

Le glossaire de cadrage, puis la cartographie sociolinguistique, puis la matrice de sélection du périmètre. C'est la phase fondatrice et lente : elle établit le vocabulaire, l'état des lieux et le périmètre. Elle se clôt sur la bifurcation — le choix des langues sources —, qui est une porte de décision.

1.7.2.3 Phase 2 — Branches, parallèle (jalons J4, J5).

La feuille de route glottopolitique et l'architecture interne en variantes, conduites simultanément, avec un point de synchronisation pour qu'aucune ne s'écarte du périmètre arrêté. L'axe sociétal et l'axe interne progressent de front.

1.7.2.4 Phase 3 — Reconvergence (jalon J6).

La matrice de cohérence éprouve la compatibilité des deux branches. C'est la seconde porte de décision : une incohérence non résolue interdit de conclure.

1.7.2.5 Phase 4 — Clôture (jalon J7).

Le verdict de faisabilité. Il referme l'étude — et seulement l'étude. Toute exécution ultérieure (codification définitive, implantation, transmission) constitue un programme distinct, d'une tout autre ampleur, qui relève d'une décision politique et non du présent travail. L'étude dit ce qui est faisable ; elle ne lance pas la fabrication.

1.7.3 Jalons et portes de décision

Le tableau ci-dessous fixe les jalons, distingue les simples étapes des portes de décision, et désigne l'instance de validation de chacun.

Jalon	Contenu	Nature	Validation
J0	Préalables : mandat légitime, traitement de la question anglophone, financement pluri-décennal	Porte de décision (préalable)	Chefs d'État et autorités politiques
J1	Glossaire de cadrage	Étape	Comité scientifique
J2	Cartographie sociolinguistique	Étape	Comité scientifique
J3	Périmètre des langues sources	Porte de décision (bifurcation)	Comité scientifique et autorités politiques
J4	Feuille de route glottopolitique	Étape (branche)	Autorités politiques
J5	Architecture interne en variantes	Étape (branche)	Comité scientifique
J6	Matrice de cohérence	Porte de décision (reconvergence)	Comité scientifique ; arbitrages escaladés
J7	Verdict de faisabilité	Clôture	Comité scientifique ; transmission aux décideurs

Tableau 8 — Jalons, nature et instances de validation.

1.7.4 Points critiques — sans détour

Cette section nomme les obstacles tels qu'ils sont. Les éluder n'aiderait personne ; les écrire permet d'y faire face. Huit points critiques pèsent sur le projet.

1. Le choix du périmètre n'est pas technique, il est politique. Dans un pays de plus de deux cent cinquante langues réparties sur trois grands phylums, décider lesquelles « comptent » comme sources revient à hiérarchiser des groupes. Aucune sélection n'est neutre : privilégier la phonologie ou le lexique d'une famille — parlers grassfields des Bamiléké,

démographiquement et économiquement puissants ; béti-fang du Centre-Sud ; peul du Nord ; côtiers sawa — sera lu comme un classement ethnique. Et il n'existe au Cameroun aucune véhiculaire endogène neutre à élever, à la différence du malais en Indonésie : les seules langues réellement transversales sont les langues coloniales et les hybrides urbains. La bifurcation peut donc allumer les fractures qu'elle prétend éteindre.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Languages_of_Cameroon

2. La crise anglophone rend le projet inflammable. Une insurrection séparatiste oppose depuis une décennie l'État aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Un projet de langue unique piloté depuis Yaoundé y sera presque inévitablement reçu comme une étape de plus de l'assimilation francophone — précisément le grief qui nourrit la crise. Cadré comme un impératif d'État, il offrirait un argument de propagande aux séparatistes. La question anglophone n'est pas un paramètre du projet : c'est une précondition et une ligne rouge.
3. La légitimité de l'État porteur est disputée. Le président Paul Biya, 93 ans, dirige le pays depuis 1982 ; il a été proclamé vainqueur d'un huitième mandat à l'issue du scrutin contesté d'octobre 2025, suivi de manifestations réprimées dans le sang et d'arrestations, l'Union africaine elle-même ayant exprimé sa grave préoccupation et appelé à un dialogue national inclusif. Une langue conçue et imposée par un pouvoir à la légitimité contestée et à la gouvernance centralisée risque d'être perçue comme un instrument du régime plutôt que comme un projet national — et rejetée à ce titre. Le précédent somalien est l'avertissement : la réussite « par le haut » y a supposé la coercition d'un régime militaire, et l'État s'est ensuite effondré.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Anglophone_Crisis · https://www.aljazeera.com/news/2025/10/27/cameroons-president-paul-biya-declared-election-winner · https://www.chathamhouse.org/2025/10/suppression-post-election-protests-cameroon-will-not-solve-countrys-looming-succession · https://au.int/en/pressreleases/20251028/auc-chairperson-congratulates-he-president-paul-biya-re-election

4. Le temps long du projet se heurte au temps court de la politique. Standardiser une langue existante a pris une décennie au kiswahili ; choisir une écriture, onze ans au somali ; refaire l'hébreu, des générations. Or l'horizon budgétaire et politique de la région est court, discontinu et travaillé par le clientélisme, et la crise de succession qui s'annonce au sommet de l'État ajoute à l'incertitude. La probabilité qu'une institution cohérente et financée survive plusieurs décennies à travers les alternances, sans capture ni désengagement, est faible. Ces projets meurent le plus souvent d'attrition, non de mauvaise linguistique.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Standard_Swahili_language · https://www.chathamhouse.org/2025/10/suppression-post-election-protests-cameroon-will-not-solve-countrys-looming-succession

5. Le mur de la transmission échappe largement aux planificateurs. Aucune autorité ne peut décréter que les parents élèvent leurs enfants dans une langue construite. La transmission

familiale étant le facteur décisif de survie d'une langue, et nulle injonction ne la produisant, l'issue la plus probable est un doublon : une langue seconde apprise, jamais devenue maternelle. L'ambition affichée excède vraisemblablement le possible.

6. Il n'existe aucun précédent de réussite transphylum. Aucune langue construite par synthèse de familles distinctes, sans véhiculaire préexistante, n'a été adoptée nativement. Le cas endogène le plus proche, le n'ko, opère au sein d'une seule famille et ne touche qu'environ un million de locuteurs sur quarante millions. L'étude doit être prête à conclure que le souhaitable n'est pas le possible à l'échelle visée — et tenir ce constat pour un résultat utile, non pour un échec.

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/230027378_Language_Maintenance_Language_Shift_and_Reversing_Language_Shift · https://en.wikipedia.org/wiki/N'Ko_script · https://arxiv.org/pdf/2603.29345

7. Un programme financé sur des décennies est un aimant à rente. Dans un environnement à corruption endémique, un institut linguistique doté sur le long terme risque de devenir une ligne budgétaire auto-entretenue, produisant des rapports, des séminaires et des indemnités plutôt qu'une langue vivante. Sans audit indépendant ni obligation de résultat mesurée à la transmission, le projet financerait son propre immobilisme. Le dire est désagréable, mais l'ignorer serait coûteux.

Sources : https://www.npr.org/2025/10/27/nx-s1-5586685/cameroon-biya-old-africa-youth

8. Des langues « par le bas » font déjà le travail. Le pidgin camerounais (kamtok) est compris par environ la moitié de la population et relie anglophones et francophones ; le camfranglais, sociolecte urbain des jeunes apparu dès les années 1970, rivalise désormais avec lui comme lingua franca des villes et porte une identité supra-ethnique « moderne », détachée des connotations coloniales et tribales. Ces langues organiques ont une dynamique de transmission réelle. Pourquoi une langue conçue d'en haut les supplanterait-elle, alors que les normes décrétées d'en haut perdent le plus souvent face aux usages venus d'en bas ? La question doit être posée franchement : elle pèse sur l'opportunité même de construire plutôt que d'élever une véhiculaire existante.

Sources : https://en.wikipedia.org/wiki/Camfranglais · https://en.wikipedia.org/wiki/Languages_of_Cameroon · https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17597536.2024.2316442

1.7.5 Implications pour le séquencement

Ces points critiques ne condamnent pas le projet ; ils en commandent l'ordonnancement et fixent ce qui doit être escaladé. Le tableau ci-dessous traduit chaque point en implication concrète et en niveau de décision compétent.

Point critique	Implication pour le séquencement	Escalade
Périmètre = acte politique	Auditer l'équité ; instruire en variantes ; ne pas trancher sans validation politique	Autorités politiques
Crise anglophone	Précondition et non paramètre ; consultation préalable du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; suspendre si instrumentalisable	Chefs d'État
Légitimité du porteur	Adosser à une instance crédible et représentative ; éviter le pilotage par le seul centre	Chefs d'État et organisations régionales
Temps long contre temps politique	Financement pluri-décennal sécurisé avant lancement ; jalons réversibles	Chefs d'État et organisations régionales
Mur de la transmission	Calibrer l'ambition sur la langue seconde ; ne pas promettre de remplacement	Comité scientifique
Absence de précédent transphylum	Se tenir prêt à conclure « non faisable à cette échelle »	Comité scientifique
Capture et rente	Audit financier indépendant ; obligation de résultat mesurée à la transmission	Organe de contrôle et autorités
Langues « par le bas »	Évaluer l'option d'élever une véhiculaire existante plutôt que d'en construire une	Comité scientifique et autorités

Tableau 9 — Des points critiques aux implications de séquencement et points d'escalade.

En somme, le séquencement n'est pas un simple calendrier : c'est un dispositif de prudence. Il subordonne le lancement à des préalables politiques, place deux portes de décision aux endroits où l'on ne peut se permettre de se tromper, rend chaque étape réversible, et assume que la conclusion honnête de l'étude puisse être de déconseiller la construction au profit d'une voie plus sûre. Nommer les obstacles à l'avance est la condition pour ne pas les découvrir trop tard.

1.8 Gouvernance et instances d'arbitrage

1.8.1 Principes de gouvernance

La gouvernance repose sur une double légitimité, administrative et traditionnelle, dont l'articulation est le cœur du dispositif : aucune décision touchant l'ordre linguistique du pays ne peut tenir si elle ignore l'une des deux. À ce principe s'ajoutent l'indépendance de l'expertise scientifique et de l'audit à l'égard du pouvoir ; une sauvegarde explicite de la communauté anglophone ; la subsidiarité — la décision appartient au politique et aux communautés, l'étude instruit ; la réversibilité de chaque étape ; et une vigilance anti-capture, car un programme financé sur la durée attire la rente.

Une mise en garde encadre le recours aux autorités traditionnelles, conformément à l'exigence d'endogénéité sans romantisation. Les chefs traditionnels camerounais sont, en droit, des auxiliaires de l'administration placés sous la tutelle du ministère de l'Administration territoriale ; l'institution est héréditaire et critiquée sur le terrain de la légitimité démocratique ; et la coutume cède devant la loi écrite là où celle-ci a statué. Les autorités traditionnelles apportent donc une légitimité et une proximité irremplaçables, mais ne sauraient être traitées comme un arbitre neutre et pleinement indépendant. Leur dépendance à l'égard de l'État est compensée, dans ce qui suit, par une désignation entre pairs et par l'indépendance des instances scientifique et d'audit.

Sources : https://fr.wikipedia.org/wiki/Chefferies_traditionnelles_au_Cameroun · https://journals.codesria.org/index.php/ad/article/download/2363/2319/4897

1.8.2 Les instances et leur composition précise

1.8.2.1 Le Conseil d'orientation politique

Mandat. Statuer sur les préalables ; valider les décisions de statut et co-valider le choix du périmètre ; détenir les lignes rouges ; constituer le point d'escalade national.

Composition. Le Conseil réunit, avec voix délibérative :

— L'État central — un représentant par ministère concerné : Administration territoriale (tutelle des chefferies), Éducation de base, Enseignements secondaires, Enseignement supérieur, Arts et Culture, Justice (statut juridique), Communication (médias).

— Les régions — un représentant de chacun des dix conseils régionaux, avec présence garantie des deux régions anglophones, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

— Les autorités traditionnelles — une délégation issue du Collège (point 8.2.3), à hauteur d'environ un quart des sièges, pour incarner la double légitimité.

— Les communautés minoritaires — quelques sièges réservés, incluant les peuples de la forêt (Baka, Bagyéli, Bakola), afin que les langues les plus fragiles ne soient pas exclues de la décision.

Présidence et décision. Présidence tournante ou collégiale, pour prévenir la capture par le centre. Consensus recherché ; à défaut, majorité des deux tiers ; et clause de concordance anglophone sur toute décision touchant le statut des langues officielles ou les régions anglophones (point 8.4).

1.8.2.2 Le Comité scientifique

Mandat. Valider les livrables techniques et rendre l'avis technique sur le périmètre. Il produit des avis motivés, jamais des décisions politiques.

Composition. Par domaine de compétence, avec un siège au moins par discipline :

— Sociolinguistique et dialectologie ; phonologie et typologie (inventaire, tons, morphologie) ; planification linguistique (statut, corpus, acquisition) ; lexicographie et terminologie ; ingénierie du traitement automatique des langues ; didactique des langues ; droit linguistique ; histoire des langues camerounaises.

Ancrage endogène. Majorité de chercheurs camerounais et africains ; partenariat avec les universités nationales et avec l'Académie africaine des langues (ACALAN), organe linguistique de l'Union africaine ; experts étrangers en appui ponctuel, jamais en position de pilotage.

Indépendance et décision. Membres choisis pour leur compétence et non par nomination politique ; déclaration obligatoire de conflits d'intérêts ; validation par consensus scientifique et évaluation par les pairs.

Sources : https://au.int/en/african-academy-languages-acalan

1.8.2.3 Le Collège des autorités traditionnelles

Mandat. Porter une voix délibérative sur le choix du périmètre — puisqu'il touche à l'ordre ethnolinguistique — ; garder la légitimité coutumière et les patrimoines oraux et écrits ; servir de relais vers les populations, les chefs étant l'interface coutumière la plus proche. Consultatif sur le statut et la transmission.

Base de désignation. La Constitution de 1996 prévoit déjà la représentation du commandement traditionnel aux conseils régionaux et au Sénat, les représentants étant élus par leurs pairs. Le Collège reprend cette logique : désignation par élection entre pairs au sein de chaque pôle coutumier, pour éviter la cooptation par le centre.

Composition par pôles coutumiers. Le Collège couvre, à parité régionale, les grandes formations traditionnelles du pays :

- Lamidats du Grand Nord (Adamaoua, Nord, Extrême-Nord) — autorités foulbé et peules (Lamido), mais aussi chefferies non musulmanes des groupes dits kirdi et sultanats (Mandara, Kotoko), pour ne pas réduire le Nord à une seule tradition.
- Sultanat Bamoun (Foumban, Ouest) — pôle doté d'un patrimoine d'écriture endogène (l'écriture bamoun et la langue construite shümom du sultan Njoya) : un siège dédié au titre de gardien d'un patrimoine d'écriture africaine directement pertinent pour le projet.
- Chefferies bamiléké des Grassfields de l'Ouest (titres Fô et Mfon ; conseils coutumiers tels le Mekem lewut) — pôle démographiquement et économiquement majeur.
- Fondoms des Grassfields du Nord-Ouest anglophone (Fons de Nso', Bafut, Kom, Bali, Mankon…) — représentation anglophone par la tradition.
- Chefferies du Sud-Ouest anglophone et chefferies côtières sawa (Bakweri ; Douala — Bell, Akwa, Deido) — pôle côtier et second versant anglophone.
- Chefferies lignagères du Centre, du Sud et de l'Est (béti-fang et peuples de la forêt) — avec représentation des peuples autochtones, pour les langues les plus menacées.

Décision interne. Consensus coutumier ; représentants élus entre pairs par pôle ; le Collège délègue une représentation au Conseil d'orientation politique.

Sources : https://fr.wikipedia.org/wiki/Chefferie_de_premier_degr%C3%A9_au_Cameroun · https://en.wikipedia.org/wiki/Bamum_script · https://www.prc.cm/fr/actualites/actes/decrets/4469-decret-n-77-245-du-15-juillet-1977-portant-organisation-des-chefferies-traditionnelles

1.8.2.4 L'Instance d'audit et de conformité

Mandat. Auditer les finances ; contrôler les conflits d'intérêts ; vérifier le respect des garde-fous (sourcing, équité) ; mesurer l'obligation de résultat à l'aune de la transmission ; rendre compte aux chefs d'État et aux organisations régionales.

Composition. Auditeurs financiers indépendants ; un déontologue ; un représentant d'un organe régional de contrôle, au titre de la dimension panafricaine — le tout indépendant des instances politique et scientifique.

Pouvoirs. Avis d'audit publics ; pouvoir de signalement et de suspension du financement en cas de manquement grave.

1.8.2.5 Le niveau d'escalade

Mandat. Trancher les franchissements de lignes rouges et les décisions excédant le mandat national : toute atteinte au statut des langues officielles ou à la question anglophone, tout manquement à l'engagement de financement, toute capture avérée.

Composition. Le chef de l'État ; les organisations régionales compétentes (CEEAC, CEMAC) ; l'ACALAN pour la dimension continentale et la mutualisation propre à l'AFSS.

1.8.3 Qui valide quoi : la matrice instances × livrables

Le tableau ci-dessous fixe, livrable par livrable, qui décide, qui valide sur le plan technique, qui porte la voix coutumière et qui contrôle. Il répond sans ambiguïté à la question : qui participe à quelle instance, et pour quoi.

Jalon / livrable	Décision	Validation technique	Voix coutumière	Contrôle
Préalables (J0)	Conseil d'orientation	—	Collège (consulté)	Audit (financement)
L1 — Glossaire	—	Comité scientifique	—	—
L2 — Cartographie	—	Comité scientifique	—	—
L3 — Périmètre	Conseil d'orientation	Comité scientifique	Collège (délibère)	Audit (équité)
L4 — Statut, école	Conseil d'orientation	—	Collège (consulté)	—
L5 — Forme interne	—	Comité scientifique	Collège (écriture, patrimoine)	—
L6 — Cohérence	Conseil (arbitrages)	Comité scientifique	—	—
L7 — Verdict	Décideurs politiques	Comité scientifique (établit)	Collège (avis)	Audit (conformité)

Tableau 10 — Répartition des rôles par livrable entre les instances.

1.8.4 Règles de décision et garde-fous

Chaque instance suit une règle de décision propre, assortie d'un garde-fou qui la protège de ses dérives prévisibles. La clause de concordance anglophone mérite d'être explicitée : toute décision touchant le statut des langues officielles ou les régions anglophones requiert l'assentiment du bloc anglophone ; à défaut, elle n'est pas adoptée et remonte au niveau d'escalade. C'est la traduction, en règle de vote, de la précondition posée en amont.

Instance	Règle de décision	Garde-fou
Conseil d'orientation politique	Consensus, puis majorité des deux tiers	Clause de concordance anglophone ; présidence tournante
Comité scientifique	Consensus scientifique et évaluation par les pairs	Indépendance ; conflits d'intérêts déclarés ; ancrage endogène
Collège des autorités traditionnelles	Consensus coutumier ; élus entre pairs	Élection entre pairs (anti-cooptation) ; lucidité sur le statut d'auxiliaire
Instance d'audit et de conformité	Avis publics	Indépendance ; pouvoir de suspension du financement
Niveau d'escalade	Décision des chefs d'État et organisations régionales	Réservé aux lignes rouges et au hors-mandat

Tableau 11 — Règles de décision et garde-fous par instance.

Ce dispositif équilibre les deux légitimités du pays : il donne à l'expertise scientifique son indépendance et à l'audit ses pouvoirs, protège la communauté anglophone par une clause de concordance, et laisse la décision au politique et aux communautés, l'étude se bornant à instruire.

Il assume enfin une limite : parce que les autorités traditionnelles dépendent en partie de l'État, leur voix est structurée par l'élection entre pairs et contrebalancée par les instances indépendantes — une légitimité réelle, mais encadrée.

1.9 Risques et points à escalader

1.9.1 Objet et méthode

Cette partie consolide en un registre unique les risques disséminés tout au long de l'étude et en fixe le traitement. Chaque risque y est caractérisé par sa probabilité, son impact, la criticité qui en résulte, la mesure d'atténuation prévue et le niveau d'escalade compétent. Le registre ne redémontre pas les risques déjà exposés : il les ordonne, les pondère et les rend gérables. Il est suivi d'un protocole d'escalade et de la liste des lignes rouges, qui distinguent ce qui se gère de ce qui impose l'arrêt.

La criticité combine probabilité et impact. Un point doit être dit franchement : les risques les plus critiques de ce projet sont politiques et sociolinguistiques, non techniques — et

certains, comme l'absence de transmission native, ne s'atténuent pas, ils s'assument. Les nommer à leur juste niveau est la condition d'une décision lucide.

1.9.2 Le registre des risques

Le registre est organisé par familles. La probabilité est notée F (faible), M (moyenne) ou É (élevée) ; l'impact, Mod (modéré), Fort ou Crit (critique) ; la criticité, de ● (faible) à ●●● (élevée).

Risque	P	I	Crit.	Atténuation	Escalade
Risques politiques et de légitimité					
Instrumentalisation par le pouvoir ; projet perçu comme celui du régime	É	Crit	●●●	Adossement à une instance représentative ; présidence tournante ; audit	Chefs d'État
Embrasement de la question anglophone	É	Crit	●●●	Précondition et clause de concordance ; consultation du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; suspension possible	Chefs d'État
Capture par le centre au détriment des régions et de la tradition	M	Fort	●●	Quotas régionaux et coutumiers ; élection entre pairs	Conseil d'orientation
Discontinuité politique ; crise de succession	É	Fort	●●	Fonds sanctuarisé ; institution résiliente aux alternances	Chefs d'État et régions
Risques d'équité					
Périmètre perçu comme classement ethnique ; capture d'une famille	É	Crit	●●●	Matrice d'équité auditée ; délibération du Collège ; instruction en variantes	Collège et Conseil
Glottophagie des langues minoritaires	M	Fort	●●	Langue seconde et non substitut ; protection des langues maternelles	Comité et Collège
Capture par les élites (langue devenue marqueur de privilège)	M	Mod	●●	Suivi de l'accès rural et féminin	Comité scientifique
Risques de faisabilité et sociolinguistiques					
Absence de transmission native (doublon durable)	É	Crit	●●●	Non atténuable : calibrer l'ambition sur la langue seconde	Comité (verdict)
Ambition transphylum supérieure au possible	É	Crit	●●●	Non atténuable : se tenir prêt à conclure « non faisable »	Comité (verdict)
Rejet identitaire ; divergence avec l'usage « par le bas »	M	Fort	●●	Adossement aux parlers de contact ; consultation	Comité scientifique
Concurrence des langues « par le bas » (kamtok, camfranglais)	É	Fort	●●	Évaluer l'option d'élever une véhiculaire existante	Comité et Conseil

Risque	P	I	Crit.	Atténuation	Escalade
Risques techniques					
Inapprenabilité (forme trop complexe)	M	Fort	●●	Arbitrage fidélité/apprenabilité ; variantes chiffrées	Comité scientifique
Querelle d'écriture et de notation tonale	M	Mod	●●	Arbitrage explicite ; recours aux outils endogènes	Comité et Collège
Langue née « à faibles ressources » numériques	É	Fort	●●	Stratégie numérique dès l'origine (corpus, claviers, encodage)	Comité scientifique
Risques institutionnels et financiers					
Discontinuité ou désengagement du financement	É	Crit	●●●	Fonds pluri-décennal sanctuarisé et mutualisé	Chefs d'État et régions
Fragilité institutionnelle (effondrement sous pression)	M	Fort	●●	Institution résiliente aux alternances ; mutualisation	Chefs d'État
Capture et rente (rapports plutôt qu'une langue vivante)	M	Fort	●●	Audit indépendant ; obligation de résultat sur la transmission	Audit et escalade
Risques éthiques et de données					
Documentation extractive ; données sans consentement	M	Fort	●●	Consentement éclairé ; respect de la propriété des données	Instance d'audit
Romantisation des systèmes endogènes	F	Mod	●	Analyse sans complaisance ; angles morts nommés	Comité scientifique

Tableau 12 — Registre des risques. P : probabilité (F, M, É) ; I : impact (Mod, Fort, Crit) ; Crit. : criticité (● à ●●●).

Sources :

https://www.researchgate.net/publication/230027378_Language_Maintenance_Language_Shift_and_Reversing_Language_Shift ·

https://en.wikipedia.org/wiki/Anglophone_Crisis ·

https://www.chathamhouse.org/2025/10/suppression-post-election-protests-cameroon-will-not-solve-countrys-looming-succession

1.9.3 Le protocole d'escalade

L'escalade suit trois niveaux. Un risque monte d'un niveau dès que son traitement excède le pouvoir de l'instance qui le détient, ou qu'une ligne rouge est approchée. Chaque niveau peut renvoyer le dossier au niveau inférieur, le suspendre, ou — au niveau souverain — l'arrêter.

Niveau	Déclencheur	Instance	Pouvoir
N1 — Technique	Désaccord scientifique ; livrable non conforme aux critères	Comité scientifique	Renvoi du livrable ; demande de reprise

Niveau	Déclencheur	Instance	Pouvoir
N2 — Politique	Arbitrage de statut ou de périmètre ; déséquilibre régional ou coutumier ; manquement de financement signalé	Conseil d'orientation politique	Décision ; suspension ; réorientation
N3 — Souverain	Franchissement d'une ligne rouge ; atteinte au statut des langues officielles ou à la question anglophone ; capture avérée ; décision hors mandat	Chefs d'État ; organisations régionales ; ACALAN	Arrêt ; refonte ; arbitrage souverain

Tableau 13 — Niveaux d'escalade, déclencheurs et pouvoirs.

1.9.4 Les lignes rouges — arrêt

Certaines situations n'appellent pas une atténuation mais un arrêt immédiat, assorti d'une escalade au niveau souverain. Elles sont rappelées ici comme le seuil ultime du registre.

- Une donnée fabriquée, ou une relation causale présentée comme établie là où la littérature ne donne qu'une corrélation contestée.
- Une mesure équivalant, au sens des définitions onusiennes, à un transfert forcé d'enfants par l'école — un génocide linguistique.
- Une atteinte au statut des langues officielles ou à la question anglophone sans mandat et sans clause de concordance.
- Un lancement ou une poursuite sans financement pluri-décennal sécurisé.
- Une collecte ou une exploitation de données communautaires sans consentement.
- Un verdict de faisabilité déterministe ou sur-optimiste, déconnecté des précédents.

Le registre est vivant : il est revu périodiquement par l'instance d'audit, et chaque revue peut requalifier un risque. Il assume enfin une vérité inconfortable : les risques les plus lourds — l'absence de transmission native, l'ambition transphylum — ne se corrigent pas par une meilleure méthode ; ils peuvent justifier un verdict négatif ou un arrêt. Tenir ce registre, ce n'est pas garantir le succès ; c'est garantir que l'échec, s'il vient, sera vu venir.

1.10 Moyens, compétences requises, budget indicatif

1.10.1 Principes

Quatre principes gouvernent les moyens. La mutualisation pluriannuelle : les ressources sont réunies dans un fonds dédié et engagées sur la durée, idéalement co-portées à l'échelle régionale, pour résister aux discontinuités budgétaires. L'endogénéité : les compétences sont mobilisées d'abord au Cameroun et en Afrique, l'apport extérieur restant ponctuel. L'obligation de résultat : les moyens sont jugés à la transmission effective, non au volume de rapports produits. La transparence : tout engagement est traçable et auditable.

Une réserve de méthode s'impose. Le présent document chiffre une étude de spécification, non un programme national ; il n'avance donc aucun montant. Les ordres de grandeur proposés ci-après sont relatifs et indicatifs, à établir précisément lors du montage — jamais à tenir pour des coûts arrêtés. La leçon des précédents est toutefois nette : la phase d'étude se compte en années et reste modeste ; toute exécution ultérieure se compte en décennies et change d'échelle.

1.10.2 Compétences requises

Chaque livrable mobilise des compétences précises et des moyens spécifiques. Le tableau ci-dessous les répartit, lot par lot, et fait ressortir les profils transversaux indispensables à l'ensemble.

Livrable	Compétences clés	Moyens spécifiques
L1 — Glossaire	Terminologues ; spécialistes de planification linguistique ; sociolinguistes	Littérature de référence ; corpus de cas comparés
L2 — Cartographie	Sociolinguistes de terrain ; dialectologues ; démographes et statisticiens ; enquêteurs	Enquêtes de terrain ; atlas linguistiques ; logistique de déplacement
L3 — Périmètre	Dialectologues ; spécialistes d'intelligibilité ; comité d'équité	Matrice multicritère ; données d'intelligibilité mutuelle
L4 — Statut, école	Juristes en droit linguistique ; didacticiens ; spécialistes de planification de l'acquisition ; gestionnaires d'institution	Cadre juridique ; capacités scolaires et médiatiques
L5 — Forme interne	Phonologues et typologues ; lexicographes et terminologues ; spécialistes d'écriture ; ingénieurs du traitement automatique des langues	Descriptions linguistiques ; outils d'écriture ; infrastructure numérique
L6 — Cohérence	Équipe de synthèse pluridisciplinaire	Matrice de cohérence
L7 — Verdict	Comité de faisabilité ; spécialistes des précédents comparés	Référentiel de précédents
Transversal	Chefs de projet ; auditeurs financiers ; déontologue ; ingénieurs numériques	Outils de suivi ; dispositif d'audit ; archivage des données

Tableau 14 — Compétences clés et moyens spécifiques par livrable.

1.10.3 Moyens humains et matériels

Équipes. Quatre ensembles se distinguent : une équipe scientifique pluridisciplinaire (cœur de l'expertise) ; une équipe d'enquête de terrain (cartographie, intelligibilité, attitudes) ; une équipe d'ingénierie numérique (corpus, claviers, encodage, traitement automatique de la langue) ; et une cellule de coordination et d'audit (gestion, conformité, financement).

Moyens matériels. Constitution et hébergement de corpus ; infrastructure numérique d'écriture (encodage, claviers, polices) ; logistique d'enquête sur tout le territoire, y compris les zones d'accès difficile ; édition et diffusion des productions ; archivage sécurisé des données communautaires, dans le respect de leur propriété.

Ancrage institutionnel. Adossement aux universités nationales et aux centres de recherche africains, et partenariat avec l'Académie africaine des langues (ACALAN). Le recours à une expertise extérieure est ponctuel et encadré, jamais en position de pilotage — la maîtrise reste endogène.

Sources : https://au.int/en/african-academy-languages-acalan · https://arxiv.org/html/2510.05644v1

1.10.4 Le financement

Le financement obéit à la mutualisation : un fonds dédié, sanctuarisé et engagé sur plusieurs années pour l'étude, puis sur plusieurs décennies en cas d'exécution. La dimension panafricaine de l'AFSS justifie un co-portage régional et continental, qui dilue le risque de désengagement national et inscrit le projet dans une logique de partage plutôt que de charge solitaire. Le tableau ci-dessous structure le financement par phases ; les ordres de grandeur sont relatifs et indicatifs.

Phase	Postes principaux	Ordre de grandeur	Source de financement
Préalables (J0)	Montage institutionnel ; sécurisation du fonds	Faible	État et organisations régionales
Tronc (étude)	Enquêtes de terrain ; expertise ; coordination	Moyen	Fonds mutualisé
Branches (étude)	Expertise linguistique ; ingénierie numérique	Moyen	Fonds mutualisé
Reconvergence et verdict	Synthèse ; audit	Faible	Fonds mutualisé
Exécution éventuelle (hors étude)	Institution permanente ; école ; transmission ; numérique	Très élevé, sur décennies	Financement pluri-décennal mutualisé ; décision politique

Tableau 15 — Structure de financement par phase (ordres de grandeur relatifs, à établir).

1.10.5 Soutenabilité et anti-rente

La menace première n'est pas le coût initial, mais l'attrition : un projet qui se compte en décennies meurt le plus souvent faute d'endurance financière, ou se sclérose en rente. Quatre dispositifs y répondent.

- Un fonds sanctuarisé, à l'abri des arbitrages budgétaires annuels et des alternances, pour garantir la continuité pluri-décennale.
- Un audit indépendant, doté du pouvoir de suspendre le financement en cas de manquement grave.
- Une obligation de résultat mesurée à la transmission — jalons d'usage réel et d'acquisition —, et non au nombre de rapports, de séminaires ou d'indemnités.
- Des clauses de revue périodique autorisant la réorientation ou l'arrêt, afin que le financement ne survive jamais à l'utilité du projet.

En somme, les moyens ne sont pas l'annexe du projet : ils en sont la condition de survie. Sans compétences ancrées en Afrique, sans infrastructure numérique dès l'origine, et surtout sans un financement mutualisé et sécurisé sur la durée, l'étude elle-même conclut qu'il vaut mieux ne pas commencer. Réunir les moyens avant de lancer, et les contrôler tout au long, c'est refuser de bâtir une institution qui produirait des documents là où l'on attend une langue vivante.